

Les supporters de l'USMA marchent à Alger

Page 2

Mostaganem

Neuf harraga arrêtés

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Election présidentielle

Une semaine décisive pour les candidats

A une semaine de la fin des délais de dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle du 12 décembre, aucun candidat sur les quelque 140 postulants ne s'est encore manifesté auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Page 3



Marché parallèle et crise financière

Quelles voies pour l'intégration des capitaux informels ?



Par Saâd Taferka

Les options qui s'offrent au gouvernement sur le plan de la politique financière dans la conjoncture actuelle sont fort limitées. La planche à billets, actionnée depuis la fin 2017 par l'ancien gouvernement et ayant «produit» près de 60 milliards de dollars, ne paraît pas constituer une voie à poursuivre par l'actuel Exécutif. La décision à même, prise d'y mettre fin, même si, ça et là, on parle de la possibilité de continuer à solliciter la Banque d'Algérie pour assurer la poursuite de l'opération, en finançant directement le Trésor. L'autre alternative que n'exclut pas le gouvernement, c'est le financement par l'endettement extérieur à travers des crédits à contracter auprès des institutions financières internationales pour des projets structurants, jugés rentables et pouvant dégager, à un terme raisonnable, les moyens de rembourser la dette.

Outre ces options, en vérité non souhaitables, mais destinées à pallier le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements, des experts reviennent sur les réserves non encore explorées de la part informelle de l'économie nationale, laquelle pénalise les recouvrements de la fiscalité ordinaire et les recouvrements de la parafiscalité (Cnas, Casnos, Cacobath), en mettant aussi en danger la sécurité des travailleurs et celle des consommateurs. L'occasion est bien là, dans ce goulot d'étranglement que vivent les finances publiques, de réfléchir sérieusement à la meilleure manière d'intégrer une part non négligeable des activités économiques - on parle de 50% de PIB en dehors des circuits officiels - échappant au fisc et au contrôle de l'Etat.

Page 4

Des actions de protestation annoncées

Le front social s'agite à nouveau

Page 2



Des actions de protestation annoncées

Le front social s'agite à nouveau

Plusieurs secteurs vont renouer avec la contestation. Deux actions de protestations sont déjà prévues pour les prochains jours. A l'appel lancé par l'Unpef aux enseignants du primaire pour observer un arrêt de travail le 23 octobre, s'ajoute celui de la Confédération des syndicats algériens (CSA) qui monte au créneau et appelle à un débrayage le 29 octobre.



Par Karima Nacer

Le mois d'octobre sera celui des grèves et des contestations dans plusieurs secteurs, notamment de la Fonction publique à l'instar de celui de l'Education, de la Formation et de la Santé. Les premiers qui brandissent la menace de grève, ce sont l'Unpef et la confédération des syndicats algériens (CSA).

Ainsi, un débrayage d'une journée est prévu par les enseignants du cycle primaire pour mercredi prochain. C'est l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), qui appelle à cette action. A ce titre, lors d'une réunion de son bureau national qui s'est réunie les 15 et 16 octobre derniers, l'Unpef tient pour «responsable le gouvernement de la dégradation des écoles primaires en matière d'entretien, de rénovation, d'équipement et d'approvisionnement». Le syndicat maintient ses revendications, à savoir l'amendement du statut particulier

garantissant l'équité pour l'ensemble des grades et corps du secteur en matière de classification, d'intégration et de promotion. L'Unpef réclame également «le recouvrement, sans condition d'âge, du droit à la retraite proportionnelle, la révision de la classification des enseignants du cycle primaire. Il est également question de la création de postes d'enseignants pour les matières scientifiques et littéraires ainsi que pour l'éducation physique, du recrutement des adjoints d'éducation en vue de dispenser les enseignants de la mission de surveillance dans les cours et d'accompagnement des élèves aux réfectoires ou tout autre lieu que la salle de classe. Outre la révision des méthodes et programmes pédagogiques, le syndicat réclame la régularisation de la situation des enseignants formés après le 3 juin 2012 afin qu'ils puissent accéder au grade d'enseignant-formateur. De plus, le syndicat plaide, entre autres, pour «donner la possibilité à ces derniers d'une promotion au poste de directeur

d'établissement scolaire, l'octroi de postes nécessaires à la promotion au grade de professeur principal et formateur ainsi que l'activation du dossier de la santé scolaire. Afin de faire valoir ces revendications, l'Unpef appelle les enseignants du cycle primaire à observer une journée de protestation à travers un arrêt de travail durant cette journée et la tenue d'assemblées générales de wilayas pour évaluer les actions qui découleront de cette contestation.

Pour sa part, la Confédération des syndicats algériens (CSA) appelle à une journée de protestation le 29 octobre prochain. Elle inscrit cette action dans le cadre du hirak et de la nécessité de répondre favorablement aux revendications populaires exprimées durant les marches des vendredi et mardi. Cette décision a été prise lors de la tenue, le 17 octobre dernier, de l'assemblée ordinaire de son Conseil fédéral, durant laquelle, les membres de la Confédération ont abordé des questions relatives aux conditions socio-professionnelles des travailleurs, mais

surtout l'actualité politique du pays. Ainsi, la CSA a réitéré son soutien au mouvement populaire, tout en appelant à satisfaire ses «revendications légitimes».

K. N.

Ils revendiquent le règlement de la crise que traverse le club Les supporters de l'USMA marchent à Alger

Par Massi Salami

Des centaines de supporters de l'USMA ont improvisé, hier, une marche du siège du club à Bab El Oued vers le centre d'Alger. Une marée humaine a déferlé aux coups de 15h 30 au centre de la capitale. Les protestataires, des jeunes pour la plupart d'entre eux portaient des tee-shirts aux couleurs du club et scandaient des slogans, appelant au règlement de la crise que connaît leur club fétiche, depuis des mois. «Libérez l'USMA» était le principal slogan clamé par les fans de l'USMA, qui ont occupé la rue, pacifiquement. Depuis quelques jours, des appels à un sit-in devant le siège du club ont été placardés dans différents quartiers de la capitale. Des supporters interrogés ont affirmé que cette marche n'était pas prévue et à travers cette action, les fans du club voulaient attirer l'attention des autorités du pays sur la «situation impossible» que traverse leur équipe, asphyxiée en raison des problèmes financiers qu'elle connaît. Il est à rappeler, que l'USM Alger a refusé de jouer le match derby contre le MCA, il y a quelques jours, en signe de protestation contre la programmation de la rencontre par la Ligue de football professionnel (LFP). Les déboires de l'USMA ne s'arrêtent pas là, puisqu'en début de semaine, les joueurs ont arrêté de s'entraîner afin de manifester leur colère contre la crise financière qui perdure. Le blocage des comptes du club, depuis le retrait du groupe Haddad, ancien propriétaire du club, a plongé le club algérois dans une véritable crise. Pis encore, pour ses déplacements en Afrique dans le cadre de la Champions League, les dirigeants du club ont tout le mal du monde pour payer les billets d'avion et assurer le minimum pour que les joueurs puissent jouer dans des conditions normales.

M. S.

Selon une étude préliminaire à Oran

Le moustique tigre reste méconnu

L'observatoire régional de la santé d'Oran (ORS) vient d'achever une étude préliminaire sur le moustique tigre qui a touché la daïra de Aïn Turck (Oran) où l'espèce avait été déjà signalée en 2015, a-t-on appris de Hamadouche Redouane, hygiéniste spécialisé à l'ORS. L'étude a touché les 12 centres de santé que compte la daïra de Aïn Turck et a permis de recueillir 108 questionnaires auprès de patients qui se sont présentés dans ces structures présentant des symptômes similaires aux piqûres du moustique tigre, a-

t-il indiqué à l'APS. Les résultats de l'étude ont révélé qu'une majorité des sujets interrogés n'ont aucune information sur cette espèce de moustique qui existe en Algérie depuis quelques années déjà. Seulement 3% des personnes interrogées ont identifié la piqûre comme celle du moustique tigre, a précisé le spécialiste.

La sensibilisation et l'information de la population constituent pourtant un maillon capital dans la lutte contre ce moustique, craint pour être un vecteur de certaines maladies dangereuses. L'étude a ainsi conclu qu'il est indispensable

de mener des campagnes de sensibilisation pour faire connaître le moustique et les méthodes de lutte, a-t-il souligné.

Les spécialistes de l'ORS estiment qu'il est préférable de lutter contre le moustique tigre par des moyens physiques, car le recours aux méthodes chimiques comporte le risque de développer des résistances chez cette espèce, comme l'a expliqué, pour sa part, la directrice de cet organisme, le Dr Nawel Belarbi.

«La lutte physique ne peut pas se faire sans l'implication de la population qui doit éradiquer les

foyers de ce moustique dans les jardins, les terrasses, les caves, en éliminant l'eau stagnante contenue dans les ustensiles, les soucoupes, les gamelles, les seaux et tout autre récipient», a-t-elle indiqué.

«La particularité du moustique tigre, c'est qu'il peut pondre ses oeufs dans de toutes petites quantités d'eau», a-t-elle noté, ajoutant que la femelle de cet insecte peut pondre des centaines d'oeufs et les répandre dans différents endroits pour leur donner plus de chance d'éclore. «C'est dire la capacité de l'espèce à

s'adapter pour perdurer», a-t-elle souligné.

Ainsi, la lutte doit commencer dans les foyers en éliminant l'eau stagnante, minimise soit-elle, souligne le Dr Belarbi.

Le moustique tigre est reconnu par sa couleur foncée avec des rayures noires et blanches alternées sur tout son corps et ses pattes. Il est de petite taille comparé aux moustiques communs. Il peut transmettre certains virus pathogènes pour l'homme comme celui de la dengue, du chikungunya ou du zika.

Reda A.

Election présidentielle

Une semaine décisive pour les candidats

A une semaine de la fin des délais de dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle du 12 décembre, aucun candidat sur les quelque 140 postulants ne s'est encore manifesté auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).



Par S. A. Mohamed

Bien que certains auraient atteint le nombre requis de signatures (50 000) réparties sur 25 wilayas, à l'instar de Ali Benflis, Abdelmadjid Tebboune, Abdelkader Bengrina ou encore Azzedine Mihoubi, d'autres candidats ont évoqué des difficultés rencontrées dans l'opération de collecte de signatures. L'Anie a pourtant mis à la disposition des postulants tous les moyens nécessaires et leur a facilité la tâche mais, il faut dire qu'hormis quelques candidats, la majorité ne parviendra sûrement pas à franchir cette première étape de collecte de signatures eu égard à leur parcours et à leur ancrage «inexistant», soit en tant que parti ou «personnalité». Ce

qui est sûr, en revanche, c'est que tous les moyens ont été mobilisés pour la réussite du scrutin. En témoigne, par exemple, la fin jeudi de l'installation de tous les délégués au niveau des 48 wilayas selon l'Anie qui a entamé une session de formation à leur profit sur «les nouvelles règles» du processus électoral. Dans le même sillage, M. Charfi a fait état de l'élaboration d'une «charte d'éthique» avant le lancement de la campagne électorale, soulignant que ce projet «est en cours de préparation et que ses détails seront divulgués prochainement». D'ailleurs, M. Charfi a souligné la promulgation de «18 résolutions considérées comme des décrets exécutifs conformément à la loi», ajoutant que les récentes résolutions ont «apporté davantage de flexibilité quant

à la facilitation de l'opération de collecte des signatures au profit des candidats». Ces résolutions portent sur «l'élargissement de la prérogative de légalisation des formulaires de souscription des signatures aux délégués communaux, aux délégués spéciaux, aux officiers de l'état civil au niveau des APC et annexes, ainsi qu'à tout autre fonctionnaire portant délégation ou habilitation et ce, afin d'effectuer la procédure de légalisation des formulaires au niveau de toutes les APC et annexes, ainsi qu'auprès des services de l'état civil, ajoute la même source. Cette procédure concerne également les secrétaires généraux (SG) des communes, les notaires, les huissiers de justice, les commissaires priseurs, les traducteurs-interprètes officiels ainsi que les

greffiers auprès des tribunaux ordinaires. L'Anie a prolongé, en outre, les heures de travail des services concernés par la légalisation des formulaires de souscription des signatures jusqu'à 20h tous les jours de la semaine, y compris les vendredis et samedis». Mais beaucoup de candidats à la candidature, pour ne pas dire tous, adoptent actuellement un profil bas. Comme cette élection est vraiment particulière, et intervient dans un moment crucial pour le pays, il semble que les candidats, du moins ceux qui peuvent prétendre passer l'étape des signatures, hésitent et attendent le dernier moment pour s'engager. On aura donc une semaine décisive qui nous renseignera sûrement sur les «réels concurrents».

S. A. M.

Education nationale Inscriptions aux examens de fin d'année à partir du 22 octobre

Les inscriptions des candidats aux examens nationaux de l'année scolaire 2019-2020 débuteront le 22 octobre courant sur la plateforme numérique, mise à la disposition des établissements d'enseignement, a indiqué, hier, le ministère de l'Education nationale dans un communiqué.

Les inscriptions des candidats scolarisés aux épreuves de 5^{ème} année, du BEM et du baccalauréat s'étaleront du 22 octobre au 10 novembre, a précisé la même source.

A noter que cette opération s'effectue désormais au niveau des établissements d'éducation via la plateforme numérique du secteur, selon le communiqué, indiquant qu'il incombe aux «chefs d'établissements d'effectuer les inscriptions de leurs élèves».

Quant aux inscriptions des candidats libres aux examens du BEM et du baccalauréat session 2020, elles s'étaleront, précise la même source, du 22 octobre au 21 novembre sur les deux sites de l'Office national des examens et concours (Onec) : <http://bem.onec.dz> et <http://bac.onec.dz>.

Le recours à la plateforme numérique de l'Education nationale, a rappelé le ministère, s'inscrit dans le cadre de «l'élargissement progressif et continu des services offerts sur le système informatique du secteur», visant «d'un côté, à mettre à jour les données, et de l'autre, à atténuer les peines des élèves et de leurs parents, en leur épargnant le lourd fardeau des inscriptions et des erreurs pouvant en découler».

A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a rappelé que l'élargissement des services numériques sur le système informatique du secteur «touchera progressivement toutes les autres grandes opérations, en vue de rationaliser les dépenses et épargner temps et efforts».

R. N.

Forum mondial de la sécurité sociale

L'Algérie évoque le casse-tête de l'informel

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, a affirmé, vendredi, que l'Etat algérien était pleinement «engagé» à assurer une protection sociale au plus grand nombre de citoyens et oeuvrait à l'élargir aux franges vulnérables et aux travailleurs activant dans le secteur informel.

Dans son allocution d'ouverture lors des travaux du Forum mondial de la sécurité sociale tenu actuellement à Bruxelles, M. Haddam a précisé que ce système «repose sur le principe d'égalité et de justice sociale, consacré par la Constitution et ce, à travers la mise

au point d'un système de protection sociale basé sur la contribution solidaire des affiliés, outre la participation de l'Etat dans la prise en charge des cotisations des catégories spécifiques et vulnérables grâce au principe de redistribution des richesses nationales».

Le système algérien de sécurité sociale, souligne-t-il, «se heurte, à l'instar de tous les pays du monde, à de grands défis en rapport avec la viabilité de ce système et l'élargissement de ses performances pour englober un plus grand nombre de citoyens, au vu des mutations socio-démographiques et économiques qui se

produisent de par le monde».

L'Algérie «a lancé des ateliers de réflexion en vue d'introduire les réformes nécessaires, dans l'objectif d'adapter le système de la sécurité sociale à ces mutations, d'assurer sa viabilité et de l'étendre à d'autres franges fragiles de la société», a-t-il poursuivi, passant en revue, à ce titre, les efforts consentis par le gouvernement, visant essentiellement à encourager le transfert des travailleurs du secteur informel vers l'économie formelle et organisée.

Par ailleurs, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a eu des entretiens avec le secrétaire général de

l'Association internationale de la sécurité sociale (Aiss), Marcello Abi-Ramia Caetano, avec lequel il a évoqué le rôle que peuvent jouer les caisses de la sécurité sociale, en collaboration avec l'association, dans la promotion et le renforcement de la sécurité sociale en Algérie et dans la région, et particulièrement à travers l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les organes de la sécurité sociale, membres de l'association.

A cette occasion, M. Haddam a affirmé que son département ministériel «fait en sorte que les cadres du secteur soient présents dans les ateliers et les activités

organisés par l'Aiss en vue d'échanger les expériences et de connaître celles d'autres pays en la matière», relevant «l'importance de bénéficier de l'expérience et de l'accompagnement de cette organisation internationale dans le cadre des programmes de coopération, afin de parvenir à l'excellence dans le management des systèmes de sécurité sociale».

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, note-t-on, participe, avec une délégation des cadres du secteur, au Forum mondial de la sécurité sociale dont les travaux ont été ouverts le 14 octobre en cours.

Farid D.

Marché parallèle et crise financière

Quelles voies pour l'intégration des capitaux informels ?

Les options qui s'offrent au gouvernement sur le plan de la politique financière dans la conjoncture actuelle sont fort limitées. La planche à billets, actionnée depuis la fin 2017 par l'ancien gouvernement et ayant "produit" près de 60 milliards de dollars, ne paraît pas constituer une voie à poursuivre par l'actuel Exécutif.



Par Saâd Tafferka

La décision à même, prise d'y mettre fin, même si, ça et là, on parle de la possibilité de continuer à solliciter la Banque d'Algérie pour assurer la poursuite de l'opération, en finançant directement le Trésor. L'autre alternative que n'exclut pas le gouvernement, c'est le financement par l'endettement extérieur à travers des crédits à contracter auprès des institutions financières internationales pour des projets structurants, jugés rentables et pouvant dégager, à un terme raisonnable, les moyens de rembourser la dette.

Outre ces options, en vérité non souhaitables, mais destinées à pallier le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements, des experts reviennent sur les réserves non encore explorées de la part informelle de l'économie nationale, laquelle pénalise les recouvrements de la fiscalité ordinaire et les recouvrements de la parafiscalité (Cnas, Casnos, Cacobath), en mettant aussi en danger la sécurité des travailleurs et celle des consommateurs. L'occasion est bien là, dans ce goulot d'étranglement que vivent les finances publiques, de réfléchir sérieusement à la meilleure manière d'intégrer une part non négligeable des activités économiques - on parle de 50% de PIB en dehors des circuits officiels - échappant au fisc et au contrôle de l'Etat.

Le marché parallèle et les activités informelles dans leurs différentes déclinaisons, allant d'un emploi non déclaré jusqu'aux grandes transactions, avec des montants de plusieurs millions de dinars, sans comptabilité ni facture, représenterait la moitié de toute la palette de l'économie de l'Algérie, selon les estimations de Frédéric Lepeyre, expert de l'Organisation internationale du travail (OIT), données en 2016 au cours d'une conférence organisée par l'Institut français d'Oran, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (Ccio). On sait que, dans les différentes déclarations des ministres, les chiffres des montants des transactions informelles évoluent au gré de la source où est puisée l'information et de la manière dont sont pris en compte les mouvements d'argent dans ce segment qui a bénéficié du pri-

vilège paradoxal d'être nommé "secteur".

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran, Mouad Abed, estimera que les efforts déployés par les pouvoirs publics afin d'éradiquer le commerce informel "restent insuffisants devant l'ampleur de ce fléau qui constitue une menace sérieuse pour l'outil de production". Il révélera que 1 368 marchés informels ont été recensés à l'échelle nationale, dont de 872 de ces espaces ont été éradiqués entre 2012 et 2014.

Cependant, on sait que, dans leur majorité, les places libérées sont rapidement réinvesties au bout de quelques jours. Cela, pour ne parler qu'en termes de marchés de quartier et de rue, portant sur des marchandises de valeur modeste (fruits et légumes, lingerie, vaisselle domestique...). Quant aux véritables fortunes, bâties sur les marchés de gros de l'électroménager, du vêtement de luxe, de la pièce détachée...rien, apparemment, ne les a inquiétés à ce jour, si ce n'est la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs qui se dessine à grands traits.

Un frein au développement de l'économie structurée

Etant jugé par les experts et économistes comme un véritable frein au développement du secteur formel, pourvoyeurs d'emplois, de richesses et de fiscalité - du fait qu'il lui impose une concurrence déloyale - l'informel est devenu, en Algérie, l'ogre contre lequel ont buté toutes les stratégies gouvernementales, particulièrement depuis que le pays avait commencé à respirer l'air de l'embellie financière jusqu'à la survenue de la crise des revenus pétroliers, qui continue, cinq ans après, à mettre à mal tous les plans de redressement. Avant la crise financière, presque tout le monde trouvait son compte dans cette perversion de l'acte économique. Du moins, le croyait-on. Si une partie des acteurs de ces activités en sortent, en effet, avec des capitaux mirobolants, arrivant même à blanchir leur argent où n'est pas exclue la corruption, les autres segments de la société et les organes financiers indicateurs de la santé de notre économie (services des impôts, caisses sociales,

budget de l'Etat...) en sortent démunis, grevés par un manque à gagner qui se monte à des milliards de dollars.

Le ministère du Commerce a annoncé, l'année dernière, qu'il allait mener une étude sur le secteur informel pour en connaître les contours, les opérateurs et la masse monétaire en circulation au travers de ses différentes articulations. Les résultats ne sont pas encore rendus publics. De même, en 2011, lors des assises sur le commerce, le Conseil national économique et social (Cnes) a abordé la grande contrainte que constitue l'informel, générant une concurrence déloyale qui pénalise le commerce régulier et remet en cause les valeurs et les normes de travail.

Au début des années 2000, on a estimé le nombre de personnes employées dans l'économie parallèle à quelque 1 300 000. Le Cnes avait évalué, alors, sa croissance annuelle à 8% en termes de volumes de transactions. Les autorités politiques de l'époque avaient émis l'idée de mener une étude spéciale sur ce phénomène et ses circuits réticulés. L'idée tomba à l'eau, d'autant plus que les recettes du pays avaient "grisé" les gestionnaires de l'économie nationale, leur faisant "oublier" une dérive qui, pourtant, va prendre une ampleur inouïe quelques années plus tard; d'autant plus, également, que l'étude des réseaux de l'informel risquait d'aller au-delà de la façade extérieure (marché à la sauvette conduits par de jeunes chômeurs), pour aller sonder les acteurs de l'ombre qui se cachaient derrière ces bazars, où de hauts dirigeants de l'administration et de l'Etat étaient complètement impliqués.

Les choses étaient restées en l'état pendant plusieurs années. Dans le contexte de l'aisance financière, le gouvernement ne se sentait pas vraiment "géné" par des activités qui, pourtant, au-delà de l'évasion fiscale, posaient des problèmes de sécurité des personnes qui y sont employées (non déclarées aux assurances sociales), de santé publique (en raison de la non-traçabilité technique des produits alimentaires proposés à la vente) et de la sécurité technologique des pièces détachées et appareils écoulés sur le marché. Les organisations de protection du consommateur n'ont pas pu fléchir la poli-

tique du gouvernement dans l'"impunité" dont avait longtemps joui le secteur de l'économie informelle.

Il y a quelques années, les services de sécurité s'étaient plutôt intéressés aux petits revendeurs à la sauvette sur les trottoirs et dans les quartiers, avec lesquels ils "jouaient au chat et à la souris". Les gros bonnets de l'informel étaient restés intouchables. Il a fallu que survienne la crise des recettes pétrolières et se creuse profondément le déficit budgétaire, pour que les pouvoirs publics et les gestionnaires de l'économie nationale daignent se pencher sur la problématique de l'informel, bien que des experts nationaux - à commencer par ceux de l'organe consultatif public qu'est le Cnes - aient attiré l'attention du gouvernement depuis longtemps plusieurs années.

Aller au-delà des simples palliatifs

Le premier réflexe développé, a été celui de parer au plus pressé. Il fallait que le marché parallèle contribue au renflouement des caisses de l'Etat. Le ministère des Finances avait, en 2015, décrété une sorte d'"amnistie fiscale" à travers l'opération dite de "mise en conformité fiscale volontaire", consistant, aux détenteurs de capitaux liquides, de les déposer en banque contre une taxe, dite libératoire, de 7% de la somme déposée.

Cette opération, décidée dans le cadre de la Loi de finances complémentaire 2015, dont l'échéance de clôture a été fixée à la fin 2016, n'avait pas pu drainer grands capitaux. Son échec était avoué à moitié par le gouvernement, par le fait qu'il procéda à la prorogation du délai initial de clôture jusqu'à la fin 2017. Suivit, quelques mois après, en avril 2016, l'opération dite de l'emprunt obligataire, avec un délai de six mois, afin de pouvoir suppléer au déficit de financement des projets d'équipements publics. Les opérateurs de l'informel étaient supposés contribuer par leurs capitaux liquides à cet emprunt, avec, en sus, un taux d'intérêt jugé intéressant, soit 5 à 5,5%, selon la durée de l'emprunt contracté. Il n'en fut rien. Plus de 80% des sommes engrangées étaient issues des établissements publics (banques, compagnies d'assurances...). Même l'obligation de l'utilisation de chèque pour les transactions commerciales - que les différents gouvernements, depuis la crise des revenus pétroliers de 2008, arborèrent comme une sorte de "baquette magique" qui devait faire rentrer les opérateurs de l'informel dans les rangs - n'a jamais été suivi d'une application rigoureuse et généralisée, depuis le modique seuil fixé en 2009, à savoir 50 000 dinars, jusqu'au seuil fixé en 2016 pour les transactions immobilières, à savoir 5 millions de dinars.

Laissées à la seule volonté des acteurs de l'informel, les choses ne pouvaient pas évoluer dans le sens de l'intérêt général. Et les contraintes ne faisaient alors que s'accumuler et les horizons de leur résorption de s'embrouiller.

Aujourd'hui, pour maintenir la dépense publique au niveau et au rythme des années avant la crise, il faut, selon des analystes, un baril qui ne situerait pas au-dessous de 70 dollars. Se basant sur ces données, ainsi que sur d'autres constats qui font ressortir les différents déficits publics, le projet de Loi de finances 2020 a légèrement "rogné" dans les dépenses de fonctionnement et d'équipement. En tout cas, l'apport de l'argent de l'informel, dans le contexte de la défiance légendaire régnant entre les opérateurs et l'administration, ne serait, dans le cas où il réussit à être partiellement mobilisé, qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins de dépense publique.

Développement du e-paiement

Signature d'une convention pour impliquer les start-up

Le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) a signé une convention avec l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) dans l'objectif d'impliquer les start-up dans le développement du e-paiement en Algérie.



Paraphé par l'administrateur du GIE Monétique, Madjid Messaoudene et le directeur général de l'Anpt, Abdelhakim Bensaoula, cette convention permettra notamment de développer des projets en rapport avec l'intégration du e-paiement dans les sites Web marchands.

Il s'agit de référencier au niveau des banques les start-up qui travaillent dans le développement du e-paiement et qui peuvent apporter une valeur ajoutée dans l'écosystème de la monétique en Algérie, a précisé M. Messaoudene dans une déclaration à la presse.

Lorsqu'une banque a besoin d'une entreprise qui active dans un domaine qui a trait au paiement électronique, elle aura des références déjà agréées au niveau de la GIE Monétique, a-t-il expliqué.

La convention a été signée en marge d'une rencontre sur le développement du

paiement sur Internet en Algérie et qui a regroupé les différents acteurs intervenant dans le processus d'intégration d'un commerçant dans la plateforme interbancaire du paiement électronique (banquiers, hébergeurs, opérateur de télécom, logistique, livraison..).

Cette rencontre, organisé par le GIE-Monétique en collaboration avec l'Anpt, a été l'occasion d'examiner les difficultés rencontrées par les acteurs du domaine notamment les sites web-marchands et identifier les contraintes à lever.

Un portail Internet dédié aux Web marchands

Dans ce sens, M. Messaoudene a regretté que malgré la promulgation de la loi relative au e-commerce en mai 2018, il n'y a actuellement qu'un seul Web marchand autorisé par le GIE Monétique à intégrer le paie-

ment par Internet dans son site de vente des biens en ligne.

«Nous voulons communiquer davantage avec les web marchands afin de connaître leurs soucis et améliorer notre collaboration afin de faciliter leur intégration (dans la plateforme de l'e-paiement)», a-t-il noté.

L'administrateur du GIE Monétique a annoncé, à cet égard, un projet en perspectives visant à lancer un site électronique dédié aux Web marchands qui veulent intégrer l'e-paiement dans leurs services. Jusque-là, les demandes d'intégration se font au niveau des banques.

«Nous avons audité le process actuel, et nous avons trouvé que sa configuration freine le développement de ce créneau. Pour beaucoup de Web marchands, il est contraignant de venir à Alger et suivre à chaque fois les étapes d'avancement de leurs demandes», souligne-t-il.

Dans un pays-continent comme l'Algérie,

il est indispensable de créer un portail Web pour les accompagner et suivre toutes les démarches sans avoir besoin de se déplacer, a ajouté M. Messaoudene.

Selon les chiffres avancées lors de la rencontre, le montant des transactions e-paiement effectuées entre janvier et septembre 2019 est de 323,9 millions de dinars, pas loin du montant enregistré en 2018 (332,5 millions de dinars).

Durant les neuf premiers mois de l'année en cours, 142 507 transactions ont été effectuées, réparties sur les secteurs des télécom (100 348 transactions), électricité/Eau (29 801), assurances (6 207), prestations de services (3 582), transport (2 122) et les services administratives (2 122).

M. K.

Micro-crédit

Financement de plus de 30 000 activités l'année prochaine

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a indiqué, jeudi à Alger, que l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) envisage le financement et l'accompagnement de 30 330 micro-activités en 2020.

L'Angem «envisage de financer et d'accompagner 30 330 micro-activités en 2020 en accordant la priorité aux projets réussis bénéfiques au citoyen», a déclaré Mme. Eddalia lors de la clôture du Salon national de la micro-activité, en compagnie de nombre de ministres.

Elle a fait savoir, dans ce sens que «l'ensemble des crédits octroyées par l'Angem, depuis sa création jusqu'à août 2019, avoisine les 900 000, dont 563 751 au profit des femmes, soit 63%, pour un montant global de 58 milliards de DA», ajoutant que les projets financés ont permis la création de «1,3 million de postes d'emploi tous secteurs d'activité confondus».

Par ailleurs, la ministre a rappelé le lancement des inscriptions et suivi des demandes de micro-crédits sur le portail destiné aux porteurs de projets et aux personnes souhaitant bénéficier de micro-crédits, expliquant que cette opération permettrait aux concernés de «suivre, par eux-mêmes, leurs dossiers sans avoir à se déplacer aux sièges de l'Angem».

A ce propos, Mme. Eddalia a invité les responsables de l'Angem à «veiller au respect minutieux de cette procédure, visant à renforcer l'accompagnement et le suivi automatique des micro-crédits».

En marge de la clôture du salon, un accord de partenariat a été signé entre l'Angem et le Conservatoire national de formations en environnement (Cnfe), par les ministres de la Solidarité nationale et de l'Environnement, Mmes Ghania Eddalia et Fatima Zohra Zerouati.

Cet accord a pour but de renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties en vue d'encourager les jeunes à créer des activités dans les domaines de l'environnement et des énergies renouvelables.

Par ailleurs, plusieurs exposants ont été honorés au terme de ce Salon qui a enregistré la participation de 140 bénéficiaires de micro-crédits, issus de plusieurs wilayas du pays.

R. L.

Elevage aquacole

Plaidoyer pour la création d'associations et de coopératives spécialisées

Les participants aux festivités commémoratives à Adrar de la Journée mondiale de l'alimentation, axées sur l'élevage aquacole, ont plaidé jeudi pour la création d'associations et de coopératives spécialisées dans la filière aquacole et leur accompagnement.

Ils ont également appelé à l'encouragement et la formation des agriculteurs dans la pisciculture intégrée à l'agriculture, eu égard à ses divers bienfaits nutritifs et environnementaux.

Le montage d'entités de production des aliments de poisson de qualité, à travers le soutien de l'investissement, la mise à la disposition des techniciens des moyens nécessaires pour accompagner les agriculteurs et les aquaculteurs et l'encouragement des jeunes à investir dans ce segment économique prometteur, ont été aussi prônés.

La valorisation du partenariat avec les

pays voisins ayant obtenu des résultats probants dans l'élevage aquacole et la création d'un système de commercialisation des produits, ont été également soulignées par les participants.

Ces derniers ont, par ailleurs, préconisé l'organisation d'une caravane de sensibilisation en direction des jeunes, devant sillonner les wilayas du pays pour vulgariser l'importance et l'avenir de l'aquaculture intégrée à l'agriculture et encourager la femme rurale à s'impliquer dans cette activité.

Les représentants des dispositifs de soutien à l'emploi ont, pour leur part, suggéré la création d'une direction de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya d'Adrar, en vue de faciliter les procédures administratives liées au financement des projets de promoteurs désirant investir dans la filière.

Les représentants d'associations ont sollicité l'ouverture d'une école ou d'un Institut

de formation au niveau de la wilaya, en vue d'améliorer les connaissances techniques dans le domaine de l'aquaculture, ainsi que la modernisation de cette activité par l'établissement de cartes professionnelles biométriques pour les opérateurs, susceptibles de servir de base de données à même de faciliter l'accompagnement des professionnels.

La seconde journée de cette manifestation a donné lieu, jeudi, à l'organisation, en présence du directeur de la pêche et de l'aquaculture, de visites de certaines exploitations agricoles et de l'atelier relevant de l'administration pénitentiaire, pour s'enquérir de la situation des activités d'intégration de la pisciculture dans l'agriculture (au niveau des bassins d'irrigation) et de prendre connaissance des méthodes d'élevage, d'éclosion et d'engraissement des poissons.

L. M.

Etats-Unis

Le frère du président hondurien reconnu coupable de trafic de drogue

Le frère du président hondurien, Juan Orlando Hernandez, a été reconnu coupable de trafic de cocaïne par un jury new-yorkais vendredi, une décision immédiatement dénoncée par le dirigeant hondurien alors que l'opposition appelait à des manifestations pour réclamer sa démission.



Après deux semaines d'un procès où le gouvernement hondurien a été accusé d'avoir touché des millions de dollars de pots-de-vin des narcotrafiquants, les 12 jurés du tribunal fédéral de Manhattan ont reconnu Tony Hernandez coupable des quatre chefs d'accusation contre lui, dont trafic de drogue, faux témoignage et possession d'armes à feu.

Le frère du président hondurien, un ex-député de 41 ans, devrait connaître sa peine lors d'une audience fixée au 17 janvier 2020.

Emprisonné aux Etats-Unis depuis son arrestation à l'aéroport de Miami en novembre 2018, il risque désormais la prison à perpétuité.

Le président Juan Orlando Hernandez, ou «JOH», a immédiatement dénoncé ce verdict.

«J'ai appris avec une grande tristesse la nouvelle du jugement new-yorkais», a réagi sur Twitter ce dirigeant qui s'est montré un partenaire privilégié de Donald Trump dans ses efforts pour rédui-

re le flot de migrants d'Amérique centrale à destination des Etats-Unis. «Que peut-on dire d'une condamnation basée sur des témoignages d'assassins reconnus ?» «Nous rejetons les versions fausses et irresponsables qui cherchent à salir le nom du Honduras à l'origine de ce jugement», a-t-il ajouté.

Mais l'opposant et ex-président de gauche, Manuel Zelaya, renversé par un coup d'Etat en 2009, s'est lui félicité sur Twitter que «la justice nord-américaine ait révélé le réseau de trafic de drogue et de corruption dirigé par l'Etat du Honduras».

Il a appelé les habitants de ce petit pays d'Amérique centrale, miné par la pauvreté, l'instabilité politique et la criminalité, à manifester pour réclamer la démission du président.

«Impunité totale»

Lors du procès, le procureur fédéral de Manhattan avait affirmé, témoignages d'ex-trafiquants à l'appui, que Tony Hernandez était impliqué dans le trafic de

quelque 200 tonnes de cocaïne depuis 2004 au moins, opérant «avec une impunité totale» grâce à la protection de son frère, contribuant à «pourrir les institutions du Honduras».

«L'accusé était protégé par l'actuel président (du Honduras), qui a reçu des millions de dollars de pots-de-vin de narcotrafiquants, dont (Joaquin) Guzman «El Chapo», avait déclaré le procureur dès l'ouverture du procès, le 2 octobre.

Quelques jours plus tard, Alexander Ardon, ex-narcotrafiquant et ex-maire hondurien, avait notamment témoigné à la barre avoir assisté en 2013 à une réunion lors de laquelle le puissant co-dirigeant du cartel de Sinaloa aurait remis un million de dollars en espèces à Tony Hernandez, une somme destinée à la campagne électorale de son frère.

Le président hondurien avait immédiatement qualifié ces accusations de «fausses à 100%, absurdes et ridicules», mais elles avaient suscité des appels à sa

démission et des manifestations au Honduras.

L'avocat de la défense, Omar Malone, avait lui mis en doute la crédibilité des principaux témoins à l'origine de ces accusations, des ex-narcotrafiquants parfois reconnus coupables d'assassinats.

Mais ces arguments n'ont visiblement pas ébranlé les jurés, qui ont rendu leur verdict de culpabilité vendredi après moins de deux jours de délibérations.

Dans un communiqué, le procureur Geoffrey Berman s'est réjoui d'un verdict qui présege d'une «lourde peine» pour Tony Hernandez, et un responsable de la DEA a assuré que l'agence anti-droque américaine allait «continuer à travailler avec ses partenaires pour obtenir justice, quel que soit le rang social» des suspects.

L'avocat du condamné, Tony Hernandez, a lui annoncé son intention de faire appel. «La bataille juridique continue», a-t-il déclaré à la sortie du tribunal.

AFP

15 ans après sa mort Les cendres du dirigeant communiste Zhao Ziyang, inhumées

L'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois Zhao Ziyang, qui avait été démis de ses fonctions après les manifestations de la place Tiananmen à Pékin en 1989, a été inhumé vendredi dans un cimetière à la périphérie de Pékin, près de 15 ans après son décès, a annoncé sa famille.

Zhao, une figure des défenseurs des droits de l'homme en Chine, est considéré comme un sujet sensible dans ce pays, où les commémorations à l'occasion des anniversaires de sa mort, le 17 janvier 2005 à l'âge de 85 ans, se déroulent sous surveillance.

Sa famille a attendu tout ce temps pour trouver une place dans un cimetière pour inhumer les cendres de Zhao Ziyang.

La cérémonie d'inhumation de Zhao et de son épouse Liang Boqi a eu lieu dans l'après-midi.

Des photographies du couple ont été exposées près d'une simple pierre tombale grise, sur laquelle leurs noms ont été gravés et surlignés à l'encre noire, selon des photographies diffusées par le South China Morning Post et la BBC.

L'opposition de Zhao Ziyang à l'usage de la force militaire pour réprimer les manifestations en faveur de réformes démocratiques lui a valu d'être démis de ses fonctions après la proclamation de la loi martiale par le gouvernement et d'être placé en résidence surveillée pendant seize ans, jusqu'à sa mort.

K. M.

737 MAX Le régulateur américain accuse Boeing de lui avoir caché des documents importants

L'Agence fédérale de l'aviation (FAA) américaine a accusé vendredi Boeing de lui avoir caché des documents importants liés à la certification du 737 MAX, cloué au sol depuis sept mois après deux accidents ayant fait 346 morts.

«Hier (jeudi), Boeing a alerté le département des Transports de l'existence de messages instantanés entre deux employés de Boeing, discutant de certains éléments de communication avec la FAA lors de la certification initiale du 737 MAX en 2016», dénonce le régulateur dans un courriel. «Boeing a expliqué au département qu'il a découvert ces documents il y a plusieurs mois».

Reda A.

Europe

Paris, Rome et Berlin préparent des mesures pour interdire la Libra

La France, l'Italie et l'Allemagne préparent ensemble des mesures pour interdire en Europe la cryptomonnaie de Facebook, la Libra, a annoncé vendredi, Bruno Le Maire, le ministre français de l'Economie.

«La Libra n'est pas la bienvenue sur le territoire européen. Nous prendrons des mesures avec les Italiens et les Allemands parce que c'est notre souveraineté qui est en jeu», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse en marge des réunions du FMI et de la Banque mondiale à Washington.

Interrogé sur la nature de ces mesures alors que la Libra doit entrer en service en 2020, le ministre français s'est refusé à les dévoiler pour le moment. «C'est le message politique qui est important», a-t-il insisté. Il a rappelé l'un

des points particulièrement litigieux : le fait que la Libra sera adossée à un panier de devises.

«Il suffira que Facebook décide d'avoir plus d'euros ou plus de dollars pour avoir un impact sur le niveau de change de l'euro ou du dollar et donc un impact direct sur le commerce, l'industrie, les Etats qui ont comme monnaie de référence l'euro ou le dollar».

Cela affectera l'efficacité des Etats et affaiblira l'indépendance de la politique monétaire, a-t-il souligné. «Veut-on que la politique monétaire soit aux mains d'une entreprise privée comme Facebook ? Ma réponse est clairement non», a-t-il conclu. Bruno Le Maire a toutefois souligné qu'il n'était pas contre l'établissement d'une monnaie numérique publique sur laquelle la France est disposée à travailler «dans un

cadre européen».

«La bonne réponse n'est pas une monnaie digitale privée sous la direction d'une des plus grandes multinationales de la planète, qui a 2,4 milliards de clients», a-t-il encore martelé.

Le Groupe des sept pays les plus industrialisés, réuni à Washington jeudi, avait déjà convenu que la condition sine qua non pour lancer les cryptomonnaies stables, comme la Libra, était l'instauration d'un cadre juridique. «Nous convenons qu'aucun projet de monnaies numériques stables ne devrait être lancé tant que les problèmes et les risques juridiques, réglementaires et de surveillance n'auront été réglés de manière adéquate», selon un communiqué de la présidence française du G7.

K. M.

Hôpital Mustapha Bacha

Nouvelles mesures d'hygiène et d'organisation de la circulation des véhicules

Le wali d'Alger avait critiqué, lors d'une réunion de coordination avec le ministre de la Santé et les responsables de différents établissements hospitaliers d'Alger, «le stationnement anarchique des véhicules dans l'enceinte même des hôpitaux».



La wali-déléguée de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, Fouzia Naâma a fait état, jeudi à Alger, de nouvelles mesures prises pour l'amélioration de l'hygiène et l'organisation de la circulation des véhicules au niveau de l'établissement hospitalo-universitaire (EHU) Mustapha Bacha.

Participant à la cérémonie de la célébration de la Journée nationale de l'immigration coïncidant avec le 17 octobre 1961, Mme Naâma a indiqué que l'EHU Mustapha Bacha verra,

dans les jours à venir, des opérations de nettoyage et d'organisation de la circulation des véhicules en application de l'instruction du wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda.

Dans ce cadre, l'hôpital a connu une opération de nettoyage global avec la contribution des Etablissements de l'hygiène et de la réhabilitation urbaine de wilaya, «comme première phase qui sera suivie par d'autres en vue de lui donner une image plus appropriée», a-t-elle ajouté.

Pour ce qui est du problème de la circulation des véhicules à

l'intérieur de l'établissement, la responsable a fait état de la relance d'un plan d'organisation de l'entrée et de la sortie de véhicules, en coordination avec le directeur de l'EHU, afin de mettre un terme à ce problème.

A rappeler que le wali d'Alger avait critiqué, lors d'une réunion de coordination avec le ministre de la Santé et les responsables de différents établissements hospitaliers d'Alger, le phénomène affectant les différents établissements hospitaliers à Alger, à savoir «le stationnement anarchique des véhicules dans l'enceinte même

des hôpitaux».

Le wali a supervisé, jeudi, en présence d'une délégation de moudjahidine et d'éléments des Scouts musulmans algériens (SMA), la commémoration du 58^{ème} anniversaire de la Journée de l'immigration coïncidant avec le 17 octobre 1961. Les intervenants, lors de cette célébration, ont mis l'accent sur l'importance de préservation de la mémoire des manifestations pacifiques des Algériens, réprimées dans le sang par la police française au bord de la Seine (Paris). **M. L.**

Vaccin contre Ebola

Premier pas vers une mise sur le marché

Le vaccin contre Ebola, déjà utilisé selon une procédure d'urgence dans l'épidémie en cours en République démocratique du Congo, a reçu le feu vert de l'Agence européenne du médicament (EMA), premier pas vers sa commercialisation, a annoncé vendredi l'EMA.

Après cette recommandation, c'est maintenant à la Commission européenne de se prononcer pour permettre la mise sur le marché effective du vaccin en Europe, sous le nom commercial d'Ervebo, a précisé l'EMA. Cette annonce est «une étape-clé», s'est félicitée l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont le directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a salué «un triomphe pour la santé publique».

Depuis le début de l'épidémie en RD Congo, qui a fait quelque 2 150 morts, «plus de 236 000 personnes ont été vaccinées avec le vaccin rVSV-ZEBOV-GF»

(son nom expérimental), fabriqué par le laboratoire pharmaceutique Merck, selon l'OMS.

Le vaccin a été administré selon une procédure dite d'«usage compassionnel», permettant d'utiliser un traitement en urgence avant son autorisation de mise sur le marché.

Après avoir été accusée par l'ONG Médecins sans frontières de «rationner» ce vaccin, l'OMS avait indiqué à la fin septembre qu'un deuxième allait bientôt être utilisé. Selon les autorités sanitaires locales, ce nouveau vaccin, Ad26-ZEBOV-GP, fabriqué par la filiale belge de Johnson & Johnson, commencera à être utilisé début novembre dans les provinces du Nord-Kivu (est), Sud-Kivu (est) et Ituri (nord-est), considérée comme le nouvel épicerie de l'épidémie.

La mise au point du premier vaccin avait débuté «en réponse» à l'épidémie d'Ebola

en Afrique de l'Ouest en 2014-2016, a rappelé vendredi l'EMA. Elle est le fruit d'une «coopération» entre différents acteurs, parmi lesquels le gouvernement de Guinée et de RDC, du Canada, l'OMS et Médecins sans frontières.

«Le test clinique avait débuté durant l'épidémie en 2015» et avait été mené en Guinée, selon l'OMS. Cette dernière s'attend «à ce que la demande de vaccins contre Ebola augmente dans les années à venir, pendant et entre des périodes d'épidémie». Elle réfléchit donc à la manière «d'augmenter la capacité de production et le nombre de fabricants». «Huit vaccins sont en cours d'évaluation clinique», a souligné l'OMS. L'actuelle épidémie d'Ebola est la 10^{ème} sur le sol congolais depuis 1976 et la deuxième la plus grave de l'histoire après celle qui a fait quelque 11 000 morts en Afrique de l'Ouest en 2014. **F. K.**

Santé

Nécessité de définir les missions des pharmaciens d'hôpitaux

La présidente de la Société algérienne de pharmacie hospitalière et oncologie (Sapho), Mme Mansouria Nebchi, a mis en avant, jeudi à Alger la nécessité de définir la mission des pharmaciens d'hôpitaux.

Intervenant aux travaux du 4^{ème} colloque de la Sapho, Mme Nebchi a indiqué «qu'en dépit de la promulgation de la nouvelle loi sur la santé en 2018 qui renferme plusieurs points visant à améliorer la profession de pharmacien d'hôpital, les véritables missions de ce dernier n'ont pas encore été définies», préconisant leur promotion «à l'instar de ce qui se fait de par le monde». Estimant que la formation pédagogique des pharmaciens d'hôpitaux a connu une amélioration en termes de nombre et de qualité, la spécialiste a souligné que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique «a obligé les pharmaciens formés ces dernières années et ayant acquis une expérience sur le terrain à refaire leur formation», une décision que plusieurs d'entre eux ont refusé, «notamment ceux ayant formé des générations dans cette spécialité».

«Les pharmaciens d'hôpitaux ne sont pas à l'origine du problème de pénurie des médicaments», qui relève plutôt des laboratoires pharmaceutiques, qui souvent «ne respectent pas leurs engagements concernant les commandes et les délais de livraison». Les anticancéreux et les médicaments destinés au traitement des maladies rares sont les plus demandés au niveau des hôpitaux, a-t-elle soutenu, précisant que «l'Etat assure ce type de médicaments à titre gracieux», a-t-elle fait savoir.

L'objectif de ce colloque de deux jours est de mettre l'accent sur la profession de pharmacien d'hôpital à la lumière des mutations que connaît la société et le monde.

F. O.

France

Près de 4 200 lits supprimés dans les hôpitaux en 2018

Près de 4 200 lits d'hospitalisation complète ont été fermés en 2018 dans les établissements de santé français, qui ont aussi créé plus de 1 800 places d'hospitalisation partielle, selon une étude du ministère de la Santé publiée jeudi.

Après avoir franchi à la baisse le seuil des 400 000 lits en 2017, les hôpitaux et cliniques ont encore réduit leur capacité d'accueil de 1% l'an dernier.

Les 3 036 hôpitaux et cliniques disposaient très exactement de 395 693 lits d'hospitalisation complète, soit 4 172 de moins en un an, précise la direction statistique des ministères sociaux (Drees).

Une diminution qui prolonge le «repli observé depuis plusieurs années, reflet de la volonté de supprimer des lits excédentaires et de réorganiser l'offre» de soins vers «des alternatives à l'hospitalisation à temps complet».

Dans ce contexte, le «virage ambulatoire» s'est poursuivi : 1 839 places «de jour» ont été ouvertes, soit une hausse de 2,4% portant leur nombre total à 77 291.

L'hospitalisation à domicile a également augmenté ses capacités de 3,4%, soit 18 100 patients «pouvant être pris en charge simultanément sur le territoire».

M. T.

Constantine

Réparation de 500 fuites de gaz à la cité 2.150 logements à Ali Mendjeli

Pas moins de 500 fuites de gaz, signalées en fin de septembre dernier, à la cité des 2.150 logements, située à l'extension Ouest de la nouvelle ville Ali Mendjeli (Constantine), ont été réparées, a-t-on appris jeudi de la responsable de l'information de la direction de la concession de l'électricité et du gaz de Constantine (Groupe Sonelgaz).

« Cette opération a été effectuée par les services techniques de la commune d'El Khroub relevant de la concession de l'électricité et du gaz et l'entreprise réalisatrice de la cité 2150 logements », a indiqué à l'APS, Mme Ouahiba Takhrist, détaillant que ces fuites de gaz



émanaient des installations de gaz intérieures de plusieurs appartements de cette cité AADL, récemment livrée.

La société réalisatrice de la cité avait procédé à la réparation des fuites de gaz signalées à l'intérieur de ces logements

alors les équipes techniques de Sonelgaz se sont chargées de la vérification des conduites de gaz extérieures et le remplacement des détendeurs défectueux dans certains compteurs de gaz, a déclaré la même responsable.

Les équipes de maintenance de la concession est actuellement à pied d'œuvre pour rétablir l'approvisionnement en gaz naturel des logements de cette nouvelle cité, a assuré Mme Takhrist ajoutant que la concession de l'électricité et du gaz de Constantine veille à parachever cette opération « dans les plus brefs délais ».

Des fuites de gaz signalées en fin de septembre dernier dans plusieurs foyers de la cité des 2150 logements ont contraint la concession de l'électricité et du gaz de Constantine à procéder au retrait des compteurs de gaz de l'ensemble des foyers de cette cité pour vérification des installations de gaz à l'intérieur et l'extérieur des habitations, rappelle-t-on.

L. F.

Mascara

Travaux de réalisation de 33 nouveaux établissements scolaires

Les travaux de réalisation de 33 établissements scolaires dont des lycées, des CEM, des groupes et cantines scolaires ont été lancés dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris jeudi du directeur de l'éducation

Yahia Bechlagham a indiqué que la wilaya a bénéficié d'un nombre important de projets à l'intitulé du secteur de l'éducation. Parmi ces projets ceux de 5 lycées dont deux lycées qui remplaceront ceux en préfabriqués à Sig et Mohammadia, deux nouveaux à Mascara au profit des populations des nouvelles cités d'habitat de location/vente et un à El Keurt dépourvue de

tels établissements.

La wilaya de Mascara est destinataire aussi de projets de réalisation de 5 CEM dont deux pour remplacer ceux en préfabriqués à Maoussa et Tighennif et trois pour combler le déficit dans d'autres communes. Les travaux ont été lancés aussi pour la construction de huit groupes scolaires dans les cités et ZHUN de Mascara, Mohammadia et Tighennif, outre 15 cantines scolaires réparties sur plusieurs communes.

Le directeur de l'éducation a affirmé la volonté des autorités centrales et de la

wilaya pour réaliser de nouveaux établissements scolaires pour remplacer ceux construits en préfabriqués dont la durée de validité a été dépassée. Dans la wilaya, 11 CEM et 3 lycées seront remplacés chaque année, a-t-on fait savoir. Seize 16 communes sur les 47 que compte la wilaya sont dépourvues de lycées, a-t-on précisé, soulignant que la programmation de la réalisation des lycées se fait en fonction des ressources financières disponibles et suivant la carte scolaire et l'éloignement t des lycées des communes.

R. M.

Mila

Raccordement au réseau du gaz naturel de plus de 100 foyers

Un total de 100 foyers dans la mechta de Dakhla Beloum relevant de la commune de Telegma (Sud de Mila), a été raccordé jeudi au réseau du gaz naturel. Organisée à l'occasion de la célébration du 58ème anniversaire de la journée nationale de l'immigration, l'opération d'alimentation en cette énergie de ces habitations a nécessité la mobilisation de plus de 11 millions DA, selon des explications données par le directeur de l'énergie, Mohamed-Cherif Berahem.

Le projet de raccordement de ce groupement d'habitation en gaz naturel a porté sur la création d'un réseau de transport de 9 km

durant dans un délai de 80 jours, a souligné le même responsable. L'opération a été financée dans le cadre du budget communal, affecté au bénéfice de cette collectivité locale, a-t-on encore noté.

Les travaux de raccordement en cette énergie de six (6) mechtas relevant de la même localité, seront entamés prochainement, a ajouté la même source qui a affirmé que cette action vise l'amélioration du cadre de vie des habitants des groupements d'habitation secondaires de la localité de Telegma et l'augmentation du taux de couverture en cette énergie dans la wilaya, a mobilisé un montant financier estimé à 40 mil-

lions DA. Une enveloppe financière de 3,38 milliards DA dont 2,6 milliards DA a été réservée pour la réalisation de 53 actions de raccordement en gaz naturel et le reste consacré pour la concrétisation de 25 autres liées à l'alimentation au réseau électrique dans le cadre de la caisse de la solidarité et de la garantie des collectivités locales, a rappelé le directeur de l'énergie. Dans la wilaya de Mila, le programme de célébration de cette journée a également englobé le raccordement au réseau d'eau potable (AEP) de plusieurs mechtas implantées dans la même commune, a-t-on signalé.

K. R.

Bordj Bou Arreridj

Des villages raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité

Un total de 157 foyers répartis sur plusieurs villages relevant de la daïra d'El Mensoura, wilaya de Bordj Bou Arreridj, ont été raccordés jeudi aux réseaux de gaz naturel et d'électricité

La cérémonie de l'opération de raccordement, présidée par les autorités locales, a été organisée dans le cadre de la célébration du 58ème anniversaire de la Journée nationale de l'immigration (17 octobre 1961).

L'opération a porté sur l'approvisionnement en gaz naturel de 95 habitations avec un total de 270 personnes recensées au village

Tahar Ouamrouche dans la commune d'Ouled Sidi Brahim, tandis que 62 foyers dans la zone rurale d'Ighil dans la commune d'El Mensoura ont bénéficié de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité.

Les efforts déployés par l'Etat pour la concrétisation de projets similaires se poursuivent dans la wilaya, en vue du désenclavement des zones éloignées et l'amélioration des conditions de vie des citoyens, a-t-on signalé.

S. M.

P/APC d'El-Madania (Alger) 75 familles de Diar El-Mahçoul prochainement relogées

La présidente de l'Assemblée populaire communale (P/APC) d'El-Madania, Habiba Ben Salem, a annoncé jeudi, le relogement prochain de 75 familles vivant dans des appartements exigus composés d'une seule pièce à Diar El-Mahçoul.

En marge d'une cérémonie organisée en l'honneur des meilleurs élèves, à l'occasion du 58ème anniversaire des événements du 17 octobre 1961, Mme Ben Salem a indiqué que « 75 familles vivant dans des appartements exigus composés d'une seule pièce à Diar El-Mahçoul seront relogées dans les tout prochains jours », sans préciser de date.

L'opération qui sera supervisée par les services de la wilaya d'Alger s'inscrit dans le cadre du programme de relogement qui a attribué à la commune d'El-Madania 80 logements pour alléger les souffrances des familles vivant à l'étroit, a expliqué l'intervenante, estimant que les habitants de Diar El-Mahçoul qui attendent depuis longtemps leur relogement « sont prioritaires ».

La responsable a fait savoir que les enquêtes relevant des services de la commune continuaient à superviser « les enquêtes et les constatations sur le terrain » et que, par conséquent, la liste des bénéficiaires n'était pas encore arrêtée de manière définitive, écartant toutefois les noms exclus par le système de tri de la wilaya.

Mme Ben Salem a, en outre, affirmé que sa commune avait besoin de quotas de logements supplémentaires pour prendre en charge les familles qui vivent encore à l'étroit, sur les terrasses et dans les caves d'immeubles et dans des bidonvilles.

Quant au sort des logements amenés à être vacants, la P/APC d'El-Madania a rappelé que Diar El-Mahçoul renfermait la mémoire d'un des quartiers les plus importants de la capitale, ancien fief de la Révolution algérienne, ajoutant que si les habitations qu'il abrite « ne sont pas classées en zone rouge », il n'en demeure pas moins qu'elles ont subi, au fil des ans, une grande pression démographique. La cité Diar El-Mahçoul a été construite en 1954 sur les hauteurs d'Alger par l'architecte Fernand Pouillon.

S. T.

CONFLITS ►►

Afghanistan

62 morts lors d'un attentat dans une mosquée

Au moins 62 fidèles ont péri pendant la prière du vendredi dans un attentat contre une mosquée de l'est de l'Afghanistan, alors que les victimes civiles ont atteint de nouveaux records cet automne dans le pays.



« Le bilan de l'attaque contre la mosquée est monté à 62 morts et 33 blessés », a annoncé le porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, Attaullah Khogyani, via la messagerie WhatsApp. Son alter-ego de la police, Mubarez Attal, a confirmé le nombre de morts et fait état de 36 blessés.

Selon M. Khogyani l'attaque a été menée avec « des explosifs qui avaient été placés à l'intérieur de la mosquée », située dans le village de Jaw Dara, dans le district d'Haska Mina. D'autres sources, dont une taliban, ont évoqué la possibilité d'une attaque au mortier.

C'est le deuxième attentat le plus meurtrier de l'année en Afghanistan, après celui qui avait fait 91 morts dans un mariage chiite à Kaboul en août, revendiqué par l'Etat islamique.

La mosquée, dont le toit s'est effondré selon plusieurs sources, « pouvait contenir jusqu'à 700 fidèles, mais en comptait 350 au moment de l'explosion », a dit à l'AFP, Omar

Ghorzang, un habitant de Jaw Dara.

Aucun groupe n'a revendiqué l'attentat, mais les taliban ont « condamné cette atrocité dans les termes les plus fermes », en la qualifiant de « crime majeur », dans un message de leur porte-parole Zabihullah Mujahid.

Il a fait porter la responsabilité de l'attaque « au mortier ou avec un explosif... sur les soldats de l'administration (gouvernementale) de Kaboul ou les combattants de Daech », l'acronyme du groupe Etat islamique (EI).

« Au milieu de la prière »

Les taliban et l'EI sont tous deux implantés dans le Nangarhar, province frontalière du Pakistan, où ils s'affrontent. Le district de Haska Mina, aussi appelé Deh Bala, est proche de cette frontière.

« C'était une forte explosion », a raconté à l'AFP, Haji Amanat Khan, qui habite la zone. « Le toit de la mosquée est tombé à la suite de l'explosion », a-t-il ajouté. Depuis son lit d'hôpital, Abdul

Wahab, 24 ans, a raconté à l'AFP : « Nous étions au milieu de la prière du vendredi quand une grosse explosion est survenue et le toit de la mosquée est tombé ».

Dans un communiqué, Amnesty International a dénoncé un « crime de guerre ».

« Tuer de la sorte autant de civils en pleine prière est un crime de guerre », a déclaré l'ONG dans un communiqué, dénonçant une « escalade » de la violence dans ce conflit dont les premières victimes sont les civils. Jeudi, un rapport de l'ONU a déploré un nombre de victimes « sans précédent » depuis plus d'une décennie au troisième trimestre de l'année, l'Afghanistan continuant à s'enfoncer dans une violence « totalement inacceptable ».

Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, la Mission de l'ONU en Afghanistan (Manua) a recensé 1 174 civils tués et 3 139 blessés, d'après son rapport trimestriel.

Le mois de juillet, avec 425 morts recensés, a aussi été le pire depuis une décennie.

Les attentats visant des mosquées sunnites, le courant de l'islam dominant en Afghanistan, sont peu fréquents.

En mai dernier, un imam sunnite réputé, qui revendiquait son opposition aux taliban, avait été tué dans un attentat à la bombe visant une mosquée de Kaboul. Un fidèle avait également péri.

Les lieux de culte chiites sont plus souvent ciblés, généralement par le groupe Etat islamique, qui est d'obédience sunnite et considère les chiites comme des infidèles.

En juillet, l'EI avait ainsi revendiqué une attaque contre une mosquée chiite à Ghazni (Est), qui avait tué deux personnes. En août 2018, deux kamikazes en burqa s'étaient fait exploser dans une mosquée chiite de Paktia (Est), faisant 35 morts et 94 blessés.

Trois mois plus tard, un autre kamikaze de l'EI avait actionné sa charge dans une mosquée bondée d'un camp militaire de la province de Khost (Est), tuant 27 soldats.

AFP

Derniers développements en Syrie

Les ministres des AE iranien et turc discutent au téléphone

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, s'est entretenu au téléphone avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu, sur les derniers développements en Syrie, a rapporté l'agence de presse officielle iranienne IRNA.

Lors de leur entretien téléphonique, MM. Zarif et Cavusoglu ont évoqué la situation actuelle dans le nord de la Syrie à la suite de l'acceptation par la Turquie de cesser provisoirement ses opérations contre les militants kurdes.

Jeudi, M. Zarif a également discuté par téléphone des derniers développements régionaux dans le nord de la Syrie avec les ministres des Affaires étrangères russe, irakien et syrien.

Aucun détail n'a été donné sur les discussions entre le ministre des Affaires étrangères iranien et ses homologues étrangers à propos de la Syrie.

A la suite du récent retrait des Etats-Unis du nord de la Syrie, l'armée turque a lancé le 9 octobre une opération contre les combattants kurdes, que la Turquie considère comme des « terroristes », dans le nord de la Syrie.

Jeudi, la Turquie a accepté un cessez-le-feu de cinq jours dans le nord-est de la Syrie pour permettre le retrait des forces kurdes.

K. L.

69 Palestiniens blessés par les soldats de l'occupation

Au moins 69 Palestiniens ont été blessés vendredi par les soldats de l'occupant israélien dans l'est de Ghaza, près de la frontière avec Israël, a-t-on indiqué de source palestinienne.

Ashraf Al-Qedra, porte-parole du ministère de la Santé, a fait savoir aux journalistes que 69 manifestants palestiniens avaient été blessés, dont 26 par des tirs d'arme à feu de soldats israéliens dans l'est de la bande de Ghaza, près de la frontière. Ces heurts ont éclaté vendredi après-midi entre des centaines de manifestants palestiniens et des soldats israéliens, au cours des manifestations hebdomadaires contre Israël, appelées « Grande marche du retour ».

Ces marches de protestation ont lieu chaque vendredi depuis le 30 mars 2018, pour réclamer la levée du blocus imposé depuis plus de 12 ans par Israël sur la bande de Ghaza.

Le ministère de la Santé de Ghaza a déclaré plus tôt dans un communiqué de presse transmis par courrier électronique, que depuis le début de ces manifestations hebdomadaires en fin du mois de mars de l'année dernière, l'armée israélienne a abattu 312 manifestants et en a blessé plus de 19 000 par des tirs d'arme à feu.

R. I.

Syrie

L'ONU saisit la France pour la protection de femmes et d'enfants détenus

Deux comités des Nations unies, saisis par les familles de femmes et d'enfants de terroristes détenues par les Kurdes en Syrie, ont enjoint à la France de prendre des mesures pour protéger leurs droits et empêcher le transfert des enfants en Irak, ont annoncé vendredi les avocats des familles.

Les avocats Marie Dosé et Gérard Tcholakian avaient saisi en urgence mercredi le Comité international des droits de l'enfant et le Comité contre la torture des Nations Unies à Genève (Suisse) pour qu'ils exigent de la France le rapatriement de dizaines d'enfants et de leurs mères retenus dans des camps au Kurdistan syrien.

Les Comités ont décidé vendredi de ne pas demander à la France de prendre de telles « mesures provisoires », selon leurs réponses citées par l'agence AFP.

Ils ont toutefois enjoint aux autorités françaises de « prendre les mesures diplomatiques nécessaires en vue d'assurer la protection du droit à la vie et à l'intégrité » de ces familles, notamment l'accès aux soins médicaux. Les Comités enjoignent aussi à la France « de l'informer des démarches entreprises » en ce sens.

Pour les avocats, « la France n'a donc plus d'autre choix que de profiter du cessez-le-feu provisoire (en Syrie entre les forces turques et kurdes) pour organiser dans les meilleurs délais le rapatriement de ces enfants et de leurs mères, toutes sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la justice antiterroriste française », est-il écrit dans un communiqué commun.

« A ce jour, les enfants français et leurs mères détenus dans les camps du Kurdistan syrien sont la proie des offensives

turques, de l'armée (du président syrien) Bachar al-Assad, et des vellétés françaises de les livrer à l'Irak », s'alarment les avocats.

Environ 300 femmes et enfants français se trouvent dans des camps tenus par les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie, soumis depuis le 9 octobre à une offensive turque qui fait craindre à la France un « risque de dispersion ».

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, est en Irak depuis jeudi pour discuter du possible transfert et jugement en Irak des terroristes étrangers, dont 60 Français, aux mains des Kurdes syriens. Les discussions ne portent désormais que sur le cas de terroristes français « ayant combattu en Irak », a déclaré vendredi le ministre depuis Erbil, dans le nord de l'Irak.

L. M.

Mozambique

Les premiers résultats partiels donnent la victoire au président sortant

La Commission électorale mozambicaine (CNE) a commencé vendredi à publier des résultats très partiels des élections présidentielle et législatives de mardi, qui donnent sans surprise une large avance au président sortant et au parti au pouvoir.



Les Mozambicains ont voté mardi dans un climat de vives tensions, au terme d'une campagne violente alimentée par des accusations de fraudes au profit du régime lancées par l'opposition et la société civile. Après dépouillement de 830.000 bulletins exprimés, soit à peine plus de 6% des 13,1 millions d'électeurs inscrits, l'actuel chef de l'Etat Filipe Nyusi, qui brigue un deuxième mandat, est crédité de près de 75% des suffrages, selon les résultats publiés par la CNE sur son site internet vendredi.

Il devance largement son concurrent Ossufo Momade, le chef du principal parti d'opposition la Renamo, l'ex-rébellion de la guerre civile (1975-1992), créditée de 20%

des voix, selon ces mêmes résultats. A la dernière présidentielle, M. Nyusi l'avait emporté avec 58% des voix devant le chef historique de la Renamo Afonso Dhlakama (37%).

Pour les élections législatives, le parti présidentiel du Frelimo, qui dirige le Mozambique depuis son indépendance sur le Portugal en 1975, pointe largement en tête avec 70% des voix après dépouillement de 750.000 bulletins, devant la Renamo avec 22% des suffrages.

Affaibli par une crise financière, un scandale de corruption et une insurrection terroriste dans le nord du pays, le Frelimo avait réalisé sa plus mauvaise performance de son histoire en 2018 aux élections locales, avec

un score national de 51,8%.

Avant même la publication de ces résultats provisoires, le Mouvement démocratique du Mozambique (MDM, opposition) a dénoncé vendredi un "processus électoral honteux".

Dans un communiqué, le MDM a exprimé son "indignation" et son "rejet" du processus électoral. "Nous affirmons qu'il y a eu fraude", a ajouté le parti, "ces élections n'ont été ni justes, ni libres, ni transparentes". Si elles ont salué le déroulement "globalement normal" du scrutin mardi, les principales missions internationales d'observateurs ont émis de nombreuses réserves sur l'équité et la régularité de la campagne et sur le dépouillement du vote.

La CNE doit annoncer lundi les résultats des élections provinciales qui se sont également déroulées mardi. La Renamo espérait, avant le scrutin, prendre le contrôle de plusieurs des dix provinces du pays. Elle s'est abstenue de tout commentaire officiel depuis mardi. Le gouvernement et l'ex-rébellion ont signé en août un accord de paix et de désarmement censé mettre un point final à leurs affrontements, récurrents depuis plus de quarante ans. Mais la campagne électorale a ravivé les tensions entre les deux camps.

H. D.

Togo

Le principal opposant invite Faure Gnassingbé à ne pas briguer un 4e mandat

Le principal opposant du Togo a invité vendredi le président Faure Gnassingbé à ne pas briguer un quatrième mandat pour éviter des "tensions socio-politiques" dans le pays.

"Pour des raisons de contexte politique national aussi bien que d'éthique politique, le chef de l'Etat, qui aura accompli en 2020 trois mandats de cinq ans chacun à la tête de l'Etat, ne peut plus briguer un 4e mandat présidentiel, sans créer un climat de tensions socio-politiques et d'insécurité pour les populations", a déclaré Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC, opposition à l'ouverture du congrès de son parti).

Début mai, les députés togolais avaient voté une révision constitutionnelle qui permet non seulement au président Faure Gnassingbé - au pouvoir depuis 2005 - de se représenter en 2020 et 2025, mais de bénéficier d'une immunité à vie "pour les actes posés pendant les mandats présidentiels".

M. Fabre devrait être investi samedi pour représenter son parti à la présidentielle prévue début 2020, dans un scrutin qui fait d'ores et déjà craindre de nouvelles tensions.

"Ni les intimidations, ni les représailles et autres exactions de la dictature, ne sauraient nous décourager, nous faire fléchir et nous faire baisser les bras", a martelé l'opposant au régime de Faure Gnassingbé, en réponse à une loi récente qui restreint fortement les manifestations populaires.

"Au contraire, crédités de l'adhésion et du soutien massif des Togolais, nous demeurons sereins et confiants".

Maire de l'une des 13 communes du grand Lomé, l'opposant historique du régime a appelé le pouvoir à "l'ouverture urgente des discussions politiques" avec l'opposition.

"Des réformes politiques et électorales s'imposent avant la présidentielle, qui requiert un cadre électoral transparent et non discriminatoire", a ajouté

M. Fabre. Le chef de l'Etat a succédé en 2005 à son père, le général Eyadéma Gnassingbé, qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 38 ans.

H. T.

Tunisie

Augmentation du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire s'est aggravé de 26%, à fin août 2019, en comparaison avec la même période de l'année écoulée, pour se situer au niveau de 3,2 milliards de dinars, selon les Résultats provisoires de l'Exécution du Budget de l'Etat, publiés par le ministère des Finances.

Cette détérioration est expliquée, essentiellement, par la hausse considérable des fonds alloués au remboursement du principal de la dette de 77,6%, entre 2018 et 2019 (mois d'août), pour dépasser les 5,2 milliards de dinars, d'après les données de ce département.

L'aggravation du déficit est due, aussi, à

la hausse des dépenses hors principal de la dette de 16,4%, durant les 8 premiers mois de l'année en cours, en raison, notamment de la hausse des dépenses de gestion de 20,4%. Il s'agit, en fait, principalement, de l'accroissement du volume de la masse salariale de 12,8%, à 11,2 milliards de dinars, et des interventions et transferts de l'Etat de 48,5%, à 3,8 milliards de dinars, en un laps de temps d'une année.

Même constat pour les intérêts de la dette, qui ont cru de 13,5%, en particulier suite à l'accroissement des intérêts de la dette extérieure (21,5%) et de la dette intérieure (6,4%).

Pour ce qui est des dépenses de développement, elles se sont maintenues quasiment stables, entre 2018 et 2019, pour ne pas dépasser les 3,7 milliards de dinars, ce qui représente seulement, près de 12,8% du total des dépenses de l'Etat, durant cette période.

Afin de combler ce déficit, la Tunisie a eu recours au financement intérieur net (1,6 milliard de dinars), au financement extérieur net (1,2 milliard de dinars), aux revenus confisqués (300 millions de dinars) et aux recettes de privatisation et des dons (60 millions de dinars).

R. T.

Côte d'Ivoire

Prêt de 316 millions de dollars de la Chine pour l'approvisionnement en eau

La Chine vient d'octroyer à la Côte d'Ivoire un prêt d'environ 316 millions USD (157,9 milliards FCFA) pour le financement d'un projet d'approvisionnement en eau potable dans 12 villes du pays, a appris l'agence de presse chinoise vendredi de source officielle. Les actes de l'accord de prêt ont été paraphés jeudi à Abidjan par le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Marcel Amon-Tanoh, et l'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire, Wan

Li. Pour Marcel Amon-Tanoh, la mise en œuvre de cet accord constitue un "réel accompagnement" de la politique sociale initiée par le gouvernement de la Côte d'Ivoire en vue de "renforcer l'impact de la croissance économique sur les couches défavorisées de la population, notamment dans les secteurs clés de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable et dans d'autres infrastructures de base". M. Amon-Tanoh a salué le dynamisme de la

coopération entre la Côte d'Ivoire et la Chine portée au niveau de "partenariat stratégique global" à la faveur de la visite du président Alassane Ouattara en Chine et de sa participation au Forum sur la coopération sino-africaine de Beijing, les 3 et 4 septembre dernier. L'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire, Wan Li, a pour sa part souligné l'importance du programme social du gouvernement ivoirien, notamment le projet d'adduction d'eau

potable, que son pays s'engage à accompagner pour le bien-être des populations ivoiriennes. "A la fin de ce projet, ce sont plus de trois millions de personnes qui seront impactées", a-t-il relevé. Le projet sera mis en œuvre dans les localités de Bouaflé, Daloa (centre-ouest), Divo, Grand-Lahou (sud), Katiola (centre-nord), Mankono, Boundiali, Odienné, Séguéla, Touba (nord), Sassandra (sud-ouest) et Tanda (est).

S. L.

Après l'accord sur le Brexit, l'unité des 27 malmenée sur l'élargissement

L'unité des Européens affichée dans le dossier du Brexit a été mise à rude épreuve dès vendredi, au deuxième jour d'un sommet où leurs divergences sur l'élargissement de l'UE et leur futur budget à long terme sont apparues au grand jour.

«**C'**est une lourde erreur historique», a déploré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, après que les divisions de l'UE ont abouti, au terme de six heures difficiles de discussion, à bloquer l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie.

«Pour être crédible, l'Union européenne doit respecter ses engagements», a-t-il jugé. Une «erreur», car contrairement à la France, en pointe dans ce dossier, «une écrasante majorité» des Etats membres soutient l'ouverture des négociations d'élargissement, a expliqué le président du Conseil, Donald Tusk.

Le Premier ministre tchèque, Andrej Babis, s'est montré encore plus sévère. «Lorsque nous promettons quelque chose et donnons de l'espoir, nous devrions tenir cette promesse. Je pense que tout ça est très mauvais.»

Trois pays, les Pays-Bas, le Danemark et la France, qui veut réformer le processus d'adhésion, sont à l'origine du blocage de cet élargissement, pourtant réclamé par les dirigeants des trois institutions européennes - Commission, Parlement et Conseil européen.

La future présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a rappelé vendredi les progrès «extraordinaires» réalisés par l'Albanie et la Macédoine du Nord et «l'importance» que l'UE leur attache. Le sujet sera de nouveau sur la table des dirigeants au «Sommet de Zagreb de mai 2020», a promis M. Tusk.

Le Premier ministre albanais, Edi Rama, a semblé vouloir apaiser les tensions: «Les Etats membres ont reconnu les progrès de l'Albanie, mais tout ceci est le résultat des problèmes internes de l'UE», a-t-il estimé.

Même son de cloche chez le président de Macédoine du Nord, Stevo Pendarovski: «Ce n'est pas le temps de l'apathie, des divisions ou des sentiments négatifs envers certains pays», a-t-il averti.

Invitée du sommet, Mme von der Leyen, dont l'entrée en fonction devrait être reportée d'un mois au 1er décembre en raison des difficultés à former son équipe, a présenté son programme aux 27.



L'un de ses grands défis sera le budget dont elle disposera pour la mise en oeuvre de ses promesses électorales.

Vendredi, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont eu leur première discussion de fond sur le sujet, autour de la proposition préparée par la Commission sortante de «cadre financier pluriannuel» (CFP) pour la période 2021-2027.

La seule chose sur laquelle tout le monde semble d'accord, c'est que personne n'est d'accord.

«La discussion a montré que nous sommes encore loin de l'unité», a déclaré la chancelière allemande, Angela Merkel, à l'issue du sommet.

«Aucune ligne directrice»

Dans leurs conclusions, les dirigeants invitent la présidence tournante finlandaise de l'UE «à présenter un cadre de négociation, assorti de chiffres», en préparation du prochain conseil le 12 et 13 décembre.

Les espoirs de voir les 27 arriver à une position commune à ce sommet de fin d'an-

née, ce qui permettrait de lancer les négociations avec le Parlement, sont minces.

«Je ne pense pas qu'il y aura une décision en décembre», a déploré le président sortant de l'exécutif européen, Jean-Claude Juncker. «Tout le monde a répété ses positions, que nous connaissions déjà, donc il n'y a pas de nouveaux éléments, aucune ligne directrice, rien».

Le prochain budget pluriannuel doit concilier le départ du Royaume-Uni, un contributeur net, avec de nouvelles priorités (sécurité, migration, numérique), au risque de procéder à des coupes sèches dans les politiques historiques de l'UE que sont la cohésion et l'agriculture.

Pour compenser, la Commission propose notamment de fixer les contributions pour les pays à 1,114% (à 27) du revenu national brut (RNB), contre 1,03% actuellement (à 28). Cela fait déjà grincer des dents: chez les gros contributeurs, qui devront mettre la main à la poche, mais aussi chez les bénéficiaires qui craignent de voir les aides européennes se tarir. La présidence finlandaise a proposé

comme base de discussions une fourchette située entre 1,03% et 1,08%, ce qui avait déjà provoqué une réaction hostile des Etats membres lors d'une réunion cette semaine entre ministres des Affaires étrangères.

L'absence de consensus vendredi est «normal», selon le président français, Emmanuel Macron, très critiqué pour sa position sur l'élargissement par ses partenaires européens, qui y voient des raisons de politique interne liées aux questions d'immigration: «C'était la première discussion où nous rentrions un peu dans le détail».

Il a appelé à «ne pas opposer les politiques nouvelles en matière de migration, de défense, d'espace, d'intelligence artificielle avec les politiques dites traditionnelles comme la politique agricole ou de cohésion».

Il a aussi défendu la fin des rabais, mécanisme inauguré par le Royaume-Uni permettant via un remboursement de diminuer la contribution d'un Etat au budget européen, alors que l'Allemagne a déjà exprimé sa volonté de garder le sien.

AFP

Brexit : la position des partis britanniques sur le nouvel accord

Le vote hier, au Parlement britannique sur le nouvel accord de Brexit trouvé par Londres et Bruxelles s'annonce extrêmement serré.

Le Premier ministre, Boris Johnson, doit récolter 319 voix en plus de la sienne pour s'assurer de son approbation et d'une sortie ordonnée de son pays de l'Union européenne. Voici un guide sur la position des partis aux Communes, qui vont décider du sort du Brexit:

. Conservateurs

287 voix

La grande majorité des Tories soutiennent leur dirigeant Boris Johnson, après avoir également voté en faveur du précédent accord conclu par l'ancienne cheffe de gouvernement Theresa May.

Dissidents potentiels : les eurosceptiques chevronnés du parti, qui

avaient recalé l'accord de Mme May. Leur leader Steve Baker entretient le suspense, mais pourrait soutenir le nouvel accord, plus proche de leurs vues.

. Labour

242 voix

La ligne du Parti travailliste est claire : rejeter l'accord, qui ne protège pas assez les droits des travailleurs à ses yeux.

Dissidents potentiels : 19 travaillistes ont écrit début octobre au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour plaider en faveur d'un accord de Brexit. Ces éventuels rebelles sont dans le viseur du Premier ministre.

. Indépendants

36 voix

Ce groupe comprend, notamment une vingtaine de conservateurs récemment exclus de leur parti

pour avoir voté contre le gouvernement Johnson, et des députés qui ont quitté ou ont été suspendus du Labour.

Parmi les conservateurs expulsés, 18 élus avaient soutenu l'accord de Theresa May. Voter pour le compromis de Boris Johnson hier, pourrait leur offrir un ticket retour dans le parti.

. Nationalistes écossais

35 voix

Les indépendantistes du SNP voteront «contre le Brexit de Boris Johnson». Ils veulent chasser les conservateurs du pouvoir et militent pour la tenue d'élections anticipées.

«L'Ecosse n'a, en aucun cas, voté pour le Brexit, et les députés du SNP ne voteront, en aucun cas, pour le Brexit», a déclaré leur chef, Nicola Sturgeon.

. Libéraux-démocrates

19 voix

Le parti centriste Lib Dem, farouchement europhile, souhaite l'organisation d'un second référendum pour soumettre au vote du public tout accord de Brexit.

«Je suis plus que jamais déterminée à arrêter le Brexit», a dit leur cheffe de file, Jo Swinson.

. Unionistes nord-irlandais (DUP)

10 voix

Ces nord-irlandais unionistes ont dit qu'ils voteraient contre le nouvel accord, estimant qu'il leur donne un statut les éloignant du reste du Royaume-Uni.

Ils estiment aussi que le texte «conduit au saccage» des accords de paix signés en 1998 en Irlande du Nord.

Ses voix vont cruellement manquer à Boris Johnson, dont ils étaient l'allié au Parlement jusqu'ici.

. Divers

10 voix

Le groupe europhile Change UK (5) : des transfuges des partis travailliste et conservateur, opposés au nouvel accord.

Plaid Cymru (4) : des nationalistes gallois pour qui l'accord n'est «rien d'autre qu'une très mauvaise nouvelle pour le pays de Galles».

Les Verts (1) : leur dirigeante, Caroline Lucas, a déclaré qu'elle voterait contre cet accord qui «détruit l'environnement».

. Ne votent pas

11 députés

Le président de la Chambre des Communes, John Bercow, et ses trois adjoints (deux travaillistes et un conservateur) ne votent pas, tandis que les sept membres du parti républicain Sinn Fein refusent de siéger.

AFP

Destitution

L'enquête explosive contre Donald Trump en cinq points

L'enquête en vue d'une rare procédure de destitution à l'encontre de Donald Trump s'est accélérée cette semaine au Congrès américain, avec une succession de témoignages et de documents.

Les démocrates soupçonnent le président américain d'avoir abusé de son pouvoir en faisant pression sur l'Ukraine pour qu'elle enquête sur son rival politique, Joe Biden.

Ils le suspectent en outre d'avoir conditionné l'octroi d'une aide militaire de plusieurs centaines de millions de dollars destinée à Kiev à ces investigations.

Dénonçant une enquête «anticonstitutionnelle», la Maison-Blanche refuse de coopérer. Sans parvenir toutefois à bloquer les auditions de témoins sous le coup d'assignations.

En affirmant qu'il ne participera pas à l'enquête, Donald Trump pourrait alimenter un autre chef d'«inculpation», martèlent les démocrates : celui d'«entrave à la bonne marche du Congrès», qui avait justement été retenu contre le président Richard Nixon en 1974. Voici cinq points pour comprendre la procédure de mise en accusation (impeachment).

Appel Trump-Zelensky

Le 25 juillet 2019, le président américain s'entretient avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, récemment arrivé au pouvoir.

Après les félicitations d'usage, Donald Trump lui demande «un service» : enquêter sur un mystérieux «serveur». Une requête découlant d'une théorie du complot selon laquelle l'Ukraine aurait piraté les e-mails du parti démocrate lors de la présidentielle américaine de 2016, et non la Russie comme l'a établi le renseignement américain.

Puis il mentionne le candidat démocrate à la Maison-Blanche, Joe Biden, dont le fils Hunter a siégé au conseil d'administration du grand groupe gazier ukrainien Burisma. Lorsqu'il était vice-président, M. Biden a plaidé pour le départ d'un procureur ukrainien accusé par la communauté internationale de ne pas lutter contre la corruption endémique. Pour M. Trump, il cherchait en fait à éviter des ennuis à son fils. «Cela serait formidable si vous pouviez vous pencher dessus», dit M. Trump à M. Zelensky.

SMS diplomatiques

Kurt Volker, ex-représentant spécial des Etats-Unis pour les négociations ukrainiennes, fournit aux enquêteurs parlementaires une série embarrassante de



SMS. Ils montrent, a minima, que Washington a demandé, en juillet à Kiev, d'enquêter sur les Biden comme condition préalable à une visite de M. Zelensky à la Maison-Blanche.

Et un échange, début septembre, entre le chargé d'affaires américain à Kiev Bill Taylor, et l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland, touche au coeur des soupçons de pressions économiques.

Je «trouve ça dingue de suspendre l'aide sécuritaire en échange d'un coup de main pour une campagne politique», dénonce Bill Taylor. Réponse de Gordon Sondland : «Le président a été très clair, pas de contrepartie, d'aucune sorte».

Témoignages au Congrès

Dans les sous-sols sécurisés du Congrès à Washington, les longues auditions à huis clos s'enchaînent.

Des perles fuient parfois. L'ex-conseiller à la Sécurité nationale John Bolton se serait notamment alarmé des efforts déployés dans ce dossier par l'avocat personnel de Donald Trump, Rudy Giuliani : «Une grenade dégoupillée prête à faire sauter tout le monde», aurait-il asséné, comparant ses agissements dans ce dossier, en compagnie du chef de cabinet de la Maison-Blanche, Mick Mulvaney, à des «manoeuvres de petits trafiquants de drogue».

La bévue de Mulvaney

Ce dernier a justement secoué l'enquête jeudi, au détour d'un aveu stupéfiant : Donald Trump a bien lié l'aide destinée à l'Ukraine à des considérations de politique intérieure.

«A-t-il mentionné en passant. Le serveur informatique du parti démocrate ? Absolument, il n'y a aucun doute à ce sujet, c'est pour ça que nous avons gelé l'argent», a-t-il déclaré à la Maison-Blanche.

Et maintenant ?

Les démocrates veulent aller vite alors que l'élection présidentielle de novembre 2020 approche.

Au terme de l'enquête, la Chambre, a majorité démocrate, devrait voter sur l'«impeachment», une sorte de dossier d'inculpation de Donald Trump.

La procédure de destitution passerait alors au Sénat, à majorité républicaine, pour le «procès» du président.

Le chef de la majorité, Mitch McConnell, aurait confié cette semaine aux sénateurs républicains qu'il entrevoyait un procès se déroulant entre la fin novembre et Noël.

«Aucune idée», cela dépendra de l'enquête, a rétorqué la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi.

AFP

Barcelone plongée dans le chaos après une manifestation monstre

De violents affrontements entre militants indépendantistes radicaux et forces de l'ordre ont provoqué des scènes de chaos vendredi soir dans le centre de Barcelone après une manifestation pacifique monstre contre la condamnation des dirigeants indépendantistes.

Après des heures de guerre de positions près du commissariat central entre radicaux lançant des pierres ou des objets métalliques et forces de l'ordre répondant par tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, les troubles se sont ensuite étendus au reste du centre-ville, ont constaté des journalistes de l'AFP.

De nombreux feux ont été allumés, notamment sur la place de Catalogne en haut des célèbres Ramblas, et des barricades élevées dans de nombreuses rues par des centaines de manifestants masqués ou casqués, criant «les rues seront toujours à nous». La police a aussi utilisé un canon à eau à leur encontre.

Dans cette ville très prisée des touristes internationaux, la police régionale a conseillé en anglais sur son compte Twitter de «ne pas approcher» des zones du centre-ville en raison d'«actes violents et de sérieux incidents».

Vers 23h00 GMT, la situation «paraissait plus calme», selon un porte-parole de la police régionale, dans la ville dont se dégageait une forte odeur de fumée.

Après des heurts lors du blocage de l'aéroport par plus de 10 000 personnes lundi dernier, Barcelone avait déjà vécu des scènes de guérilla urbaine de mardi à jeudi, d'une magnitude moins importante que vendredi soir.

Nées de la frustration d'une partie de la base indépendantiste, deux ans après l'échec de la tentative de sécession de 2017, ces violences ont marqué un tournant pour le mouvement séparatiste qui s'est toujours targué d'être non-violent.

Selon un bilan du ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, avant que les violences ne s'exacerbent dans la soirée, 128 personnes ont été interpellées depuis le début de la mobilisation indépendantiste lundi dernier tandis que 207 policiers ont été blessés.

Au total, selon les services d'urgence, près de 500 personnes ont été blessées depuis le début de la semaine dans la région dont 60 vendredi soir à Barcelone.

525 000 manifestants

Avant que ces troubles n'éclatent, une manifestation monstre avait réuni 525 000 personnes, selon la police municipale, dans une ambiance festive, point d'orgue de la mobilisation entamée lundi contre la condamnation par la justice espagnole de neuf dirigeants indépendantistes à des peines de neuf à 13 ans de prison pour la tentative de sécession de 2017.

Avec pour mot d'ordre «Liberté», des colonnes de dizaines de milliers de séparatistes étaient parties mercredi de cinq villes de la région pour rejoindre Barcelone.

«Cela fait des années que nous revendiquons (l'indépendance) avec beaucoup de patience et nous espérons que cette mobilisation sera le déclencheur pour que la situation change», a déclaré David Blanco, un agent commercial de 56 ans.

Les indépendantistes ont aussi organisé une grève générale dont les effets étaient manifestes dans cette riche région pesant un cinquième du PIB espagnol.

A Barcelone, la célèbre basilique de la Sagrada Família a dû fermer ses portes tandis que l'opéra du Liceu a annulé sa représentation vendredi. La majeure partie des stands du marché de la Boqueria, très prisé par les touristes, et de nombreux commerces étaient fermés.

Barça-Real Madrid reporté

Le constructeur automobile Seat avait mis à l'arrêt son usine de Martorell près de Barcelone qui emploie plus de 6 500 personnes.

Les troubles en Catalogne ont aussi entraîné le report par la fédération de football du Clasico du 26 octobre entre Barça et Real Madrid, une des rencontres les plus visionnées sur la planète.

A moins d'un mois des quatrième élections législatives en quatre ans en Espagne, ces troubles ont mis le gouvernement du socialiste, Pedro Sanchez, sous pression de la droite qui réclame des mesures exceptionnelles pour rétablir l'ordre.

De Bruxelles, M. Sanchez a répondu que l'Etat ne pouvait «pas se laisser entraîner à une réaction excessive», tout en assurant qu'il n'y aurait «aucune impunité face aux actes de vandalisme».

En Catalogne, la question de l'indépendance divise la population en deux. D'après un sondage rendu public en juillet par le gouvernement régional, 44% de la population y est favorable et 48,3% opposée.

AFP

Etats-Unis : proposition de loi au Congrès pour bloquer la tenue du G7 dans un golf Trump

Des élus démocrates ont introduit vendredi au Congrès américain une proposition de loi visant à empêcher Donald Trump d'organiser le prochain sommet du G7 dans un de ses clubs de golf en Floride. Les élus ont baptisé leur proposition de loi «THUG Act», jeu de mot entre ce terme signifiant «voyou» en anglais et un acronyme pour «Trump's heist undermines the G7» (Le coup de Trump nuit au G7), en français.

Le texte, présenté simultanément à la Chambre des représentants et au Sénat, vise à bloquer tout financement fédéral pour ce sommet. «De précédents sommets du G7 ont coûté jusqu'à 40 millions de dollars», rappellent les élus dans un communiqué.

La proposition de loi obligerait également la transmission au Congrès de tous les documents relatifs à la façon dont a été prise la décision de tenir l'événement à cet endroit.

Le texte pourrait être adopté en signe de protestation par la Chambre des représentants, à majorité démocrate, mais a peu de chance de franchir l'obstacle du Sénat, contrôlé par les républi-

cains.

Jeudi, la Maison-Blanche a annoncé que le prochain sommet du G7, grand rendez-vous annuel qui rassemble les dirigeants des sept pays les plus industrialisés de la planète, se tiendrait au Trump National Doral Club de Miami, du 10 au 12 juin 2020.

L'annonce a suscité de très vives réactions à Washington, parmi les élus comme dans la société civile.

Donald Trump «abuse de sa fonction présidentielle et viole la loi en redirigeant des millions de dollars d'Américains et d'argent venu de l'étranger vers ses entreprises familiales», a déclaré Lois Frankel, l'une des élus démocrates à la Chambre des représentants à l'origine du texte.

«Je ne vais pas en tirer d'argent du tout», avait au contraire assuré Donald Trump lorsqu'il avait lui-même évoqué l'idée cet été. Le milliardaire républicain se vante régulièrement d'avoir accepté de perdre de l'argent en entrant à la Maison-Blanche.

AFP

Chili

Etat d'urgence après de violentes manifestations dues à la hausse du prix du métro

Le président chilien Sebastian Pinera a décrété vendredi soir l'état d'urgence à Santiago et a confié à un militaire la responsabilité d'assurer la sécurité après une journée de violences et d'affrontements nés de protestations contre l'augmentation des prix des transports.

«**J'**ai décrété l'état d'urgence et, à cette fin, j'ai nommé le général de division Javier Iturriaga del Campo à la tête de la défense nationale, conformément aux dispositions de notre législation concernant l'état d'urgence», a déclaré Sebastian Pinera dans un message au palais gouvernemental. Santiago du Chili a été le théâtre de violents affrontements une bonne partie de la journée entre les forces de l'ordre et des manifestants, qui ont obligé



les autorités à boucler toutes les stations de métro.

Les affrontements se sont multipliés à la tombée de la nuit et le bâtiment de la compagnie d'électricité Enel ainsi qu'une succursale de Banco Chile, tous deux dans le centre-ville, ont été incendiés.

L'incendie du bâtiment de Enel, allumé par «un groupe d'inconnus» selon la compagnie, a commencé par les escaliers de sécu-

rité avant de se propager dans plusieurs étages. Les pompiers ont cependant indiqué après environ une heure d'efforts que le sinistre était en phase de contrôle, et aucun employé n'a été blessé.

Un supermarché tout proche a aussi été pillé et plusieurs stations de métro ont été attaquées à coup de cocktails molotov.

3 millions de passagers

Avant que les stations de métro ne soient bouclées, des appels à monter dans les trains sans billet avaient circulé, pour protester contre l'augmentation des prix des tickets de métro, passés de 800 à 830 pesos (1,04 euro) aux heures de pointe, après déjà une première augmentation de 20 pesos en janvier dernier.

«L'ensemble du réseau est fermé en raison des émeutes et des destructions qui empêchent les conditions minimales de sécurité pour les passagers et les travailleurs», a annoncé sur Twitter le gestionnaire du métro, après des attaques contre presque l'intégralité des 164 stations, où beaucoup de barrières et tourniquets ont été détruits.

Le métro de Santiago, le plus étendu (140 km) et le plus moderne d'Amérique du sud, par lequel transitent environ 3 millions de passagers par jour, devrait rester clos ce week-end et pourrait rouvrir progressivement la semaine prochaine.

Beaucoup d'habitants de Santiago ont ainsi dû rentrer chez eux à pied, parcourant parfois de longues distances, ce qui a provoqué des scènes de chaos et de désespoir.

En divers endroits de la ville, des manifestants ont érigé des barricades et se sont heurtés à la police, qui a fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes, des scènes de bataille de rue plus vives depuis longtemps dans la capitale chilienne.

Le président Sebastian Pinera a qualifié les manifestants de délinquants. «Ce désir de tout casser n'est pas une protestation, c'est criminel», a-t-il déclaré dans une interview à la radio.

Jeudi, 133 personnes avaient été arrêtées pour des dégradations dans les stations de métro, où les dommages se montent selon le gestionnaire à 400 à 500 millions de pesos (630.000 euros).

Les transports en commun sont très utilisés à Santiago, une ville très polluée et congestionnée.

AFP

Colombie Quatre morts dans un affrontement entre narco-trafiquants et dissidents des FARC

Quatre personnes ont été tuées vendredi par des dissidents présumés de l'ex-guérilla des FARC, apparemment lors d'une transaction de drogue dans une zone rurale du sud-ouest de la Colombie, a annoncé la police.

Les trois hommes et une femme retrouvés morts près de la localité de Jamundi (Valle del Cauca) auraient été exécutés avec des «armes de courte portée, et un coup de grâce dans la tête», a déclaré à la presse le général Hugo Casas, commandant de la police métropolitaine de Cali, chef-lieu du département.

Selon les premiers éléments de l'enquête, les victimes «étaient en train de réaliser une transaction» de drogue avec des dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), guérilla dissoute suite à l'accord de paix signé en 2016 avec le gouvernement, qui «pourraient les avoir assassinés», selon la même source.

Le Valle del Cauca est une région de violences, où des gangs de narco-trafiquants, des rebelles de l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla active, et des dissidents des Farc se disputent le territoire et les revenus issus de la drogue, ainsi que des mines clandestines.

Entre janvier et août 2019, 1.400 homicides ont été répertoriés dans ce département, le second après celui d'antipanique (nord-ouest) avec 1.407, selon l'Institut national de médecine légale.

Les dissidents des Farc, sans commandement unifié, sont près de 2.300 combattants, entre ex-guérilleros et nouvelles recrues selon les services de renseignement militaire.

Après quatre décennies de lutte contre le trafic de drogue, la Colombie reste le premier pays du monde exportateur de cocaïne, et les Etats-Unis le premier consommateur.

Elle produit près de 70% de la cocaïne qui circule sur la planète et a atteint en 2017 un record avec 171.000 hectares de coca, matière première de la cocaïne, selon l'ONU.

Reda A.

Mexique

Le président tente de se justifier après l'opération manquée contre le fils d'"El Chapo"

Le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador a tenté de justifier vendredi la décision embarrassante d'avoir renoncé à l'arrestation du fils du baron de la drogue Joaquín «El Chapo» Guzmán, lors d'une opération qui a tourné au fiasco.

Il a fallu pratiquement une journée pour que les responsables commencent à s'exprimer sur cette action qui a débouché sur une explosion de violences à Culiacán, la capitale de l'Etat de Sinaloa (nord-ouest du Mexique), fief d'«El Chapo», qui se trouve derrière les barreaux aux Etats-Unis.

Sans dire explicitement qu'Ovidio Guzmán Lopez, 28 ans, était toujours libre, le président Andrés Manuel Lopez Obrador - «AMLO» - ainsi que les membres du cabinet de sécurité ont reconnu l'échec de l'action qui a transformé la ville de 750.000 habitants en champ de bataille et provoqué la mort de sept soldats et d'un civil.

«Je soutiens les décisions qui ont été prises. La situation a mal tourné et beaucoup de civils ont été exposés à de grands risques», a regretté le président. «La capture d'un criminel ne vaut pas plus que la vie de gens», a poursuivi AMLO lors de son point presse matinal quotidien.

Il a aussi refusé d'admettre, comme le dit son opposition, que sa stratégie de lutte contre les cartels s'était avérée «un échec».

«Opération mal préparée»

«Cette opération a été mal préparée», a convenu le ministre mexicain de la Défense, Luis Crescencio Sandoval, soulignant qu'il avait été décidé de ne pas arrêter Ovidio,

l'un des neuf enfants d'«El Chapo».

«Nos hommes sur place ont agi de manière précipitée, n'ont pas attendu l'ordre de perquisitionner et ont commencé à essuyer des coups de feu», a précisé M. Sandoval.

«Ils ont improvisé, sans mesurer les conséquences de leur action, dans l'espoir d'obtenir un résultat positif», a-t-il ajouté.

Au cours de la même conférence de presse, le secrétaire d'Etat à la Sécurité Alfonso Durazo a pour sa part souligné que «les renseignements que détenaient les forces de sécurité étaient erronés».

Selon lui, des groupes en armes sillonnaient le secteur jeudi soir lorsqu'ils sont tombés sur des membres de la Garde nationale et des militaires venus arrêter Ovidio et trois de ses proches.

Ils se sont rapidement positionnés autour de l'édifice où était retranché Ovidio.

Rafales de mitrailleuses lourdes, tirs de lance-roquettes anti-char, explosions de véhicules: les affrontements ont duré plus de six heures, contraignant la population à se terrer chez elle et les forces de sécurité à se replier précipitamment.

Durazo a précisé que celles-ci n'avaient «pas reçu à temps le mandat de perquisition» et ont «reçu l'ordre de se replier hors de l'immeuble» où se trouvait Ovidio Guzmán.

«Ce fut un désastre»

«Les balles sifflaient ici et là», a raconté Victor Solís, propriétaire d'un restaurant où plusieurs personnes se sont réfugiées pour

échapper aux tirs. «Même ici à Culiacán nous n'avions jamais vu une situation de violence aussi grave», a également souligné Juan Ramos, un autre témoin.

Sous le feu des critiques de la presse nationale, le secrétaire d'Etat à la Sécurité a dû démentir que des négociations avaient été menées avec le cartel incriminé.

«Le gouvernement ne négocie avec aucune organisation criminelle», a-t-il martelé. «Peu importe de quel point de vue on se place, ce fut un désastre», a tweeté un expert mexicain, Alejandro Hope.

Des membres du parti de l'Action Nationale (PAN, conservateurs) ont exigé la démission d'AMLO et de son gouvernement. «Démissionne!», lui ont-ils crié depuis les bancs du parlement, en critiquant aussi la façon dont il avait géré la communication balbutiante de ce fiasco.

«El Chapo», 62 ans, cofondateur du cartel de Sinaloa, a été condamné en juillet aux Etats-Unis à la prison à perpétuité.

Considéré comme le narcotraffiquant le plus puissant au monde, il a acheminé aux Etats-Unis au moins 1.200 tonnes de cocaïne sur un quart de siècle. Malgré son arrestation, son organisation continue d'acheminer la majorité de la drogue qui entre aux Etats-Unis.

Le président mexicain ne cesse de rappeler sa volonté de réduire la criminalité dans son pays, depuis son élection en décembre dernier, mais sans grand résultat concret.

AFP

Campagne nationale «Un mois sans plastique»

Plus de de 470 000 tonnes de déchets plastiques récupérées

A cette occasion, des entreprises ont été créées au niveau des wilayas de Jijel et Annaba pour la collecte et la récupération des déchets.



Une quantité de 474,38 tonnes de déchets plastiques a été récupérée au titre de la campagne nationale «Un mois sans plastique», lancée le 21 septembre dernier par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, a indiqué jeudi, un communiqué du ministère.

La cellule de suivi et d'évaluation de la campagne qui s'étalera jusqu'au 21 octobre a réussi en trois semaines à organiser 69 conférences et rencontres à l'échelle nationale

et pour sensibiliser les différentes franges de la société, outre un programme spécial consacré aux enfants scolarisés, ajoute le communiqué.

La campagne a vu «une participation record» de la société civile dans toute sa composante, à savoir les associations professionnelles, environnementales et juvéniles, les groupes des Scouts musulmans algériens (SMA), les étudiants, les comités de quartiers, les mosquées, les écoles, et des personnalités publiques locales, en sus des autorités

locales et des établissements de tri et de recyclage publics et privés, précise la même source.

A cette occasion, des entreprises ont été créées au niveau des wilayas de Jijel et Annaba pour la collecte et la récupération des déchets.

Il a également été procédé à l'aménagement de vastes espaces, au niveau de certaines wilayas, notamment du Sud pour le recyclage de ce type de déchets, note le document, précisant qu'un appel a été lancé

par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables aux différentes parties intéressées par l'investissement dans ce domaine lucratif».

Ladite campagne vise à souligner l'importance d'aménager et de nettoyer les terres et espaces avant la campagne nationale de reboisement, prévue à partir du 25 octobre, au titre de laquelle il est prévu la plantation de 43 millions d'arbres, rappelle le ministère, ajoutant que l'objectif est également de mettre en garde contre les effets négatifs des déchets plastiques.

G. K.

Université Constantine 3

Introduction prochaine d'un master international de traitement des déchets

Un master international de traitement et valorisation des déchets sera prochainement introduit à l'université Salah-Boubnider (Constantine-3) dans le cadre d'un projet de coopération algéro-allemand, a annoncé jeudi à l'APS, le recteur de cette université, Mohamed Bouras.

Ce master professionnel sera élaboré en coordination avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a fait savoir le même responsable, précisant que les étudiants qui seront retenus dans le cadre de ce master seront formés théoriquement et pratiquement sur les techniques de traitement et de valorisation des déchets, un créneau, a-t-il estimé «d'actualité et rentable».

Mettant l'accent sur l'importance de cette spécialité dans les programmes de développement économique du gouvernement, M. Bouras a indiqué que l'université Constantine 3 s'attelle à travers les différentes formations proposées à être «au diapason d'exigences de l'heure et répondre aux besoins de la société».

Ce master sera encadré par des enseignants et experts en la matière de l'Algérie et de l'Allemagne, a ajouté M. Bouras, qui a fait part de l'importance de cette spécialité nouvelle dans le développement de l'esprit de l'entrepreneuriat et de start-up chez les étudiants concernés.

Le recteur de l'université Constantine-3 a également fait part d'un projet d'aménagement dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne d'un espace d'apprentissage de la langue allemande.

Des projets d'introduction de masters internationaux sur le changement climatique et la gestion de l'eau sont «en maturation», a conclu le même responsable.

La coopération entre l'université Constantine 3 et celle allemande Rostock a permis de mettre en place un 1^{er} master professionnel de gestion durable des déchets en milieu urbain à l'université Constantine 3 dont la première promotion est sortie au cours de cette semaine, rappelle-t-on.

H. T.

Atelier de formation sur la gouvernance environnementale et la biodiversité

Un atelier sur le programme algéro-allemand sur la gouvernance environnementale et la biodiversité a débattu mercredi à Jijel les actions d'accompagnement de la femme rurale à se lancer dans la production forestière.

Les 80 participants, venus de plusieurs wilayas du pays, ont passé en revue les expériences menées depuis le lancement de ce programme en 2014 à El Tarf et Annaba pour la création de la coopérative productive féminine.

Meriem Abdesmad, conseillère à l'Agence

allemande coopération internationale GIZ, a indiqué que les cinq premières coopératives de femmes rurales accompagnées depuis cinq ans sont passées actuellement au stade de production et marketing dans le Parc national d'El Kala (El Tarf) et au djebel Edough à Annaba.

Les activités encouragées sont la valorisation des plantes aromatiques et médicinales, l'apiculture et l'extraction des huiles essentielles, notamment du pistachier lentisque dont la pérennité exige la préservation des milieux naturels, a précisé la même experte.

L'atelier a réuni des participants de 10 wilayas dont Jijel, Sétif, Tizi Ouzou, Bouira, Skikda et Béjaïa et des représentants d'associations féminines, des agriculteurs et des services des forêts et agricoles pour leur présenter les expériences réussies des femmes rurales à El Tarf et Annaba.

L'atelier est le troisième après ceux organisés à Tlemcen pour les wilayas dans l'ouest du pays et à Biskra pour les wilayas dans le Sud.

H. L.

Sommet Climate Chance à Accra

36 pays africains adhèrent à la Convention des maires en Afrique subsaharienne

Plus de 200 municipalités de 36 pays d'Afrique subsaharienne ont adhéré à la convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA), une initiative visant à développer et à mettre en oeuvre des actions durables en matière de climat et d'énergie.

Ces municipalités et villes ont ainsi pris l'engagement politique de s'associer à cette initiative et d'élaborer une vision à long terme pour aborder la question de l'accès à l'énergie, l'atténuation du changement cli-

matique et l'adaptation au changement climatique, selon un document publié en marge du Sommet Climate Chance, organisé à Accra du 16 au 18 octobre.

La CoM SSA est la section régionale de la Convention mondiale des maires, la plus grande coalition de villes engagées dans des actions locales en faveur du climat et de l'énergie.

Lancée en 2015 à la COP21, la CoM SSA est conçue par les collectivités

locales pour refléter l'importance des actions pour le climat et l'énergie au niveau local, tout en mettant en évidence le contexte et les spécificités de la région subsaharienne. Placé sous le thème «Intensifier l'action locale pour le climat en Afrique», le forum d'Accra rassemble 2 000 acteurs non étatiques luttant contre le changement climatique en Afrique, tous décidés à faire progresser l'action climatique dans le continent, renforcer les synergies entre eux et propulser leurs actions, paroles

et priorités sur le devant de la scène internationale. Initiative de l'association Climate Chance qui soutient le rôle central des territoires dans l'action climatique et le lien indissociable entre l'agenda du climat et les objectifs de développement durable, ce sommet se veut une occasion de focaliser sur les bonnes pratiques des acteurs locaux africains et d'offrir une réelle chance aux acteurs non étatiques de se réunir et partager leurs expériences.

Reda A.

«La quiétude... c'est le bien de ceux qui ont à jamais choisi une part de leur destin, et rejeté l'autre.»
Colette



«Gardons l'esprit libre, c'est l'unique quiétude, la vraie, la seule vraie.»
Claude Jasmin

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

LE MARIAGE DE MEGHAN MARKLE ET HARRY RACONTÉ DE L'INTÉRIEUR PAR SON MAQUILLEUR

Le 19 mai 2018 restera à jamais un jour gravé dans la mémoire de Meghan Markle et du prince Harry. Ce jour-là, ils se sont mariés lors d'une somptueuse cérémonie. Interviewé par la chaîne ITV, le maquilleur et ami de la duchesse s'est confié sur son état d'esprit à quelques heures de son royal wedding.

L'appréhension n'a pas eu sa place dans le cœur de Meghan Markle. Le 19 mai 2018, l'actrice américaine est officiellement devenue la duchesse de Sussex. Devant des centaines d'invités - dont la quasi totalité de la famille royale britannique et des personnalités renommées - le prince Harry et celle qui faisait battre son cœur depuis des mois se sont mariés lors d'une somptueuse cérémonie à la chapelle Saint-George. Dans une interview accordée à la chaîne ITV, son maquilleur et ami s'est souvenu de l'état d'esprit particulièrement tranquille de la maman d'Archie dans la matinée précédant son union. Et quelques heures seulement avant son royal wedding - suivi par des millions de personnes -, Meghan Markle était toujours on ne peut plus détendue et n'a pas laissé place à l'appréhension d'un tel événement. «Ce dont je me souviens, c'est à quel point c'était amusant et à quel point c'était facile d'être avec votre amie et sa mère et de les préparer en ce jour incroyable», a confié Daniel Martin. «Je pense qu'elle n'était pas nerveuse, elle n'avait pas peur». Il faut dire que la duchesse de Sussex avait tout pour se détendre avant de rejoindre son futur mari à l'hôtel. Avec sa mère, Doria Ragland, et son ami depuis plus de 10 ans, elle se savait entre de bonnes mains. Ce rôle très important, Daniel Martin l'a endossé avec grand plaisir. Dans une interview accordée à *Good Morning America* il y a quelques mois, le maquilleur se souvenait de la façon dont Meghan Markle lui avait proposé de s'occuper de sa mise en beauté : «Elle m'a demandé par texto ce que je faisais le 19 mai en accompagnant son message de deux émojis : celui d'une mariée et celui d'un groom. Je lui ai répondu : «o.k, je vois de quoi tu veux parler». Ce matin-là, le maquilleur dépeignait une future mariée très relax qui jouait avec son chien Guy. «On a pris le petit-déjeuner, c'était une matinée très détendue. Sa maman était là, c'était génial», se rappelait-il. Pour son maquillage de mariage, Meghan Markle voulait quelque chose de simple. «On a surtout appuyé sur ses yeux et ses lèvres, décrivait l'artiste. C'était surtout pour la rendre sûre d'elle en ce jour si spécial». Pour cela, il n'a pas souhaité faire un maquillage trop voyant ni utiliser une trop grande quantité de fond de teint : «Au lieu d'en mettre partout sur son visage, je me suis focalisé sur les endroits qui avaient besoin de lumière pour gommer les rougeurs ou les irrégularités. Et surtout, je voulais que l'on ne cache pas ses taches de rousseur». Et le résultat était sublime.

Mais depuis ce jour de mai 2018, la duchesse de Sussex a perdu de sa sérénité. Critiquée, observée, épiée, Meghan Markle a beaucoup de mal à supporter la pression qu'elle porte sur les épaules. D'ordinaire forte, elle a d'ailleurs montré ses failles pour la première fois à l'occasion du documentaire *An African Journey*, qui revient sur le royal tour en Afrique des Sussex. Fébrile et les larmes au bord des yeux, la maman d'Archie a confié que son époux la «protégeait» beaucoup : «Je pense que c'est le cas de toutes les femmes, surtout lorsque vous êtes enceinte, vous vous sentez vraiment vulnérable. Alors, ça a été vraiment difficile». Maman d'un petit garçon de seulement quelques mois, la duchesse de Sussex se sent parfois dépassée par les événements. Mais au côté du prince Harry, Meghan Markle sait qu'elle n'a plus rien à craindre.



ANTI-AGE

Les huiles végétales, de vraies alliées beauté

D'amande, de sésame ou de macadamia, les huiles végétales sont devenues incontournables, aussi bien sur le visage, le corps que les cheveux. Pour nourrir et assouplir, traiter et sublimer... mais aussi parfumer. Les plus connues sont celles d'amande douce, d'argan et de jojoba... «Très simples d'utilisation, les huiles d'origine végétale sont de vrais produits à tout faire», explique Amanda Gérentes Chevillat, responsable de la communication scientifique chez Melvita. «Elles permettent de venir à bout des petites rougeurs, d'une peau sèche, de cicatrices ou même d'allergies.» Naturelles, ces huiles sont obtenues par première pression à froid ou par macération à partir de graines, de noyaux de fruits ou de racines. Elles sont ensuite conditionnées ou mélangées à d'autres, afin de booster leur action.

PURES OU MÉLANGÉES

«Chaque huile végétale possède des propriétés différentes selon sa composition et sa concentration en acides gras», précise Amanda Gérentes Chevillat. «Pour une action ciblée, on peut donc la choisir en fonction de ses besoins.» Les peaux matures trouveront du réconfort dans l'huile d'argan, réparatrice ou celle de rosier muscat, régénérante. Les épidermes qui manquent d'éclat iront vers les huiles de papaye ou de carotte qui donnent bonne mine. Si les huiles de noisette, de sésame ou de carthame s'adaptent à toutes les natures de peau, l'huile de noyau d'abricot s'adresse aux peaux mixtes, celle de nigelle est, elle, idéale contre l'acné. Certaines, plus épaisses, conviennent au massage du corps, comme l'huile de macadamia. Tandis que pour les cheveux, c'est celle de camélia, aux vertus assouplissantes, qui est recommandée. «Il existe aussi des cocktails déjà prêts qui associent argan, sésame, jojoba... et permettent de prendre soin de la peau et des cheveux. Rebaptisés sérum, concentré ou élixir, ils offrent un champ d'action plus large grâce à une grande diversité d'acides gras», précise Amanda Gérentes Chevillat. D'autres actifs (vitamines, molécules parfumantes...) peuvent y être incorporés. Pour obtenir, au final, des huiles multifonctions et multi-usages parfaites pour une utilisation rapide et quotidienne.

ELLES SONT RÉGÉNÉRANTES ET ANTI-ÂGE

Très actives, les huiles végétales comptent de nombreux bienfaits. Le principal étant de combler le manque de lipides, en apportant les acides gras essentiels dont la peau a besoin

et qu'elle ne synthétise pas naturellement avec, en tête, les oméga-3 et les oméga-6. Mieux nourri et à l'abri de la déshydratation, l'épiderme devient, au fil des applications, plus souple. Riches en vitamines A et E, les huiles végétales accélèrent aussi le renouvellement cellulaire, tout en protégeant de l'oxydation et du vieillissement. Certaines marques leur associent des huiles essentielles aux propriétés raffermissantes, revitalisantes ou apaisantes. D'autres leur ajoutent quelques particules dorées, afin d'accentuer le fini satiné qui reflète la lumière et souligne, surtout en été, la couleur ambrée du bronzage.

LES HUILES VÉGÉTALES DOPENT LA FIBRE CAPILLAIRE

Sur les cheveux, comme sur la peau, la richesse des huiles en acides gras essentiels permet de réparer, mais aussi de faire briller. On peut en déposer quelques gouttes chaque jour sur des pointes abîmées pour les réhydrater et éviter les fourches. Autre utilisation, sous forme de masque sur les demi-longueurs. Pour bien faire pénétrer, on masse l'huile et cheveux, en ayant soin d'éviter le cuir chevelu (en général, suffisamment gras). On laisse poser une demi-heure, de préférence sous une serviette chaude, avant de rincer soigneusement. Un soin profond et nourrissant, idéal pour ressourcer sans alourdir, qui crée de plus un film autour de la fibre, lisse la cuticule, la fait briller davantage. Ce rituel, à renouveler chaque semaine, convient aussi aux cheveux colorés qui souhaitent «réveiller» leurs reflets et doper la fibre capillaire, souvent fragilisée par les colorations.

ELLES NOURRISSENT ET RÉÉQUILIBRENT L'ÉPIDERME

Les huiles sont idéales à chaque changement de saison pour revitaliser les épidermes fatigués (en cure de trois semaines). Elles peuvent aussi être très bénéfiques en régulant les peaux grasses. Dans tous les cas, deux ou trois gouttes suffisent. On peut en ajouter à sa crème de jour, afin de la renforcer en lipides et de la rendre encore plus nourrissante. Mais on peut surtout masser quelques gouttes d'huile directement sur le visage, un peu comme un sérum, plutôt le soir (pour éviter d'avoir le visage luisant dans la journée). Il faut l'appliquer par mouvements circulaires pour oxygéner la peau.

Et si on commence avec la pulpe des doigts, on n'hésite pas, ensuite, à masser le visage à pleines mains pour stimuler



les tissus. On pourra même utiliser ce qui n'a pas été absorbé sur les pointes des cheveux ou sur le pourtour des ongles pour les nourrir.

ELLES INVITENT AU MASSAGE ET SATINENT LE CORPS

L'huile a un effet sensuel qui appelle instinctivement au massage. Car, pour mieux pénétrer, la texture doit être plus ou moins longuement travaillée et chauffée sur la peau. Rien de plus simple donc que de l'étaler par de larges mouvements circulaires sur tout le corps, en partant du bas et en remontant vers le haut. Celles qui veulent accélérer l'application pourront la déposer sur une peau encore un peu humide : grâce à l'eau, l'huile va pénétrer plus rapidement.

Si vous souhaitez éviter l'effet un peu gras, misez sur les textures dites «sèches», enrichies en esters naturels (ou en silicones volatiles chez certaines marques) qui sont chargés de casser les molécules lipidiques. Plus légères, plus fluides, ces textures glissent sur la peau et ne nécessitent donc pas d'être longuement massées. Il suffit de les vaporiser sur les jambes, les bras ou le décolleté, puis de lisser avec la main.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue professionnelle de football

Medouar décrié par ses collègues



La situation semble se compliquer pour le président de la Ligue professionnelle de football, Abdelkrim Medouar qui est décrié de partout, mais surtout par ses propres collaborateurs dans le bureau exécutif de la LFP. Ainsi, le vice-président de la Ligue, Djamel Messaoudene est sorti de son mutisme pour dénoncer le «cavalier seul» de Medouar, qui selon lui, insiste pour travailler seul sans se référer aux

membres du bureau. Il pense que le bureau de la Ligue a échoué dans sa mission, à cause justement du comportement de Medouar qui fait ce que bon lui semble. Les Membres de son bureau reprochent, en fait, à ce dernier de se déplacer souvent à l'étranger et vouloir donc gérer la Ligue à distance, ce qu'ils trouvent anormal. Messaoudene va loin en indiquant que le premier responsable de la LFP utilise les moyens de la Ligue à des fins

personnelles. Pour argumenter justement ce point, il dira qu'il a donné la voiture de la Ligue à son fils qui l'utilise à des fins personnelles, demandant à ce que cela cesse. Le dirigeant de la LFP demandera l'intervention du président de la FAF, Zetchi, pour mettre le holà à ces abus, étant donné que la Ligue travaille grâce à la délégation de la Fédération. Messaoudene affirme que le patron de la FAF doit intervenir pour éviter le pourrissement,

ajoutant que ce dernier est au courant de ce qui se passe au niveau de la Ligue. La réponse de Medouar ne s'est pas fait attendre, puisque ce dernier indiquera que ce dernier a démissionné de son poste et n'a pas le droit de parler au nom des autres membres du bureau exécutif. Il dira qu'il est un président actif et qu'il est sur le terrain contrairement à lui qui est retiré complètement de la scène.

Imad M.

Championnats arabes 2019 de Voile

L'Algérie présente avec 18 athlètes

Dix-huit véliplanchistes représenteront l'Algérie aux prochains Championnats arabes (toutes spécialités), prévus du 21 au 27 octobre à Alexandrie (Egypte), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAV). Il s'agit des spécialités Optimist, Laser 4.7, Radial, Standard et RSX, dans lesquelles l'Algérie sera présente, aussi bien en garçons qu'en filles. Dans la spécialité Optimist, réservée uniquement aux athlètes ayant moins de quinze ans, Les Verts seront représentés par trois athlètes dont une fille, alors que dans la spécialité Laser 4.7, réservée aux moins de 18 ans, ils seront représentés par quatre véliplanchistes (2 Garçons et 2 Filles). En Radial et en RSX également l'Algérie sera représentée par quatre véliplanchistes (dont deux filles), alors que les deux derniers athlètes retenus pour ces Championnats arabes seront engagés dans la spécialité Standard. En marge de la compétition, l'Union arabe de voile tiendra le 25 octobre son Assemblée générale ordinaire (AGO), en présence du président de la FAV, Djilali Hacène. «L'Algérie espère glaner au moins une médaille, dans chaque spécialité», a indiqué l'instance fédérale, sans préciser la couleur de la médaille.

Grand Prix Chantal Biya de Cyclisme (2e étape)

Lagab conserve le maillot jaune

Le cycliste algérien Azzedine Lagab a conservé le maillot jaune à l'issue de la deuxième étape du Grand Prix Chantal Biya, disputée vendredi, sur une distance de 150,6 kilomètres, entre Yaoundé et Ebolwa, au Cameroun. Lagab, vainqueur de la première étape, disputée la veille, sur une distance de 109,6 km entre Bertoua et Abong-Mbang, est entré en troisième position, avec le même temps que le vainqueur de cette deuxième étape, le Slovaque Marek Canecky, soit un chrono de 3h34:45. L'autre Algérien, Hamza Yacine est entré en sixième position, avec treize secondes de retard sur Lagab, qui reste cependant leader au général, avec un temps total de 6h03:17. Lagab devance de 8 secondes son Daupin, Marek Canecky. Quatre étapes, sur une distance globale de 552 kilomètres, sont inscrites au programme de ce Tour, qui se déroule du 17 au 20 octobre 2019 au Cameroun. L'Algérie est représentée par cinq cyclistes dans cette compétition, à savoir : d'Azzedine Lagab, Abderrahmane Mansouri, Nassim Saïdi, Hamza Yacine et Oussama Chebaloui, sous la conduite de l'entraîneur Chérif Merabet. La troisième étape, qui aura lieu samedi, se déroulera sur une distance de 116,4 kilomètres, entre Zoétélé et Meyomessala, alors que la quatrième et dernière étape, prévue dimanche, se déroulera sur une distance de 166,4 kilomètres, entre Sangmélima et Douala.

Arabie Saoudite
Belaili s'illustre

Titulaire hier face à l'équipe d'Al Taawon en championnat saoudien malgré son retour tardif, l'international Youcef Belaili a délivré sa première passe décisive en championnat. L'ancien joueur de l'Espérance Tunis a réussi à être décisif dans cette rencontre sur le premier but de son club après avoir contrôlé un ballon avant de dribbler un adversaire et don-

ner une passe pour son coéquipier Assiri qui a éliminé deux joueurs pour surprendre le portier d'un superbe tir, Youcef Belaili a tenté plusieurs fois de tromper le gardien adversaire mais il n'est pas arrivé à inscrire son tout premier but en championnat. Score final 3-1 pour le club d'Al Ahli qui renoue avec la victoire face à un bon adversaire.

Tennis/Tournoi international ITF 15.000\$, Tabarka

Rihane en finale du tableau double

Le tennisman algérien Youcef Rihane, associé au Marocain Anas Fattar, ont composté vendredi, leur billet pour la finale du tableau double du Tournoi international ITF M15.000\$, qui se dispute à Tabarka (Tunisie), après leur succès devant les Argentins Ignacio Monzon et Fermin Tenti par deux sets à zéro (2-0). L'Algérien et le

Marocain ont remporté le premier set 6-2, avant de dominer à nouveau leurs adversaires, têtes de série N2, sur le même score. En finale, programmée samedi, Rihane et Fattar défieront un autre duo argentin composé de Nicolas Alberto Arreche et Manuel Pena Lopez, têtes de série N1. Dans le tableau simple, Rihane a perdu au premier

tour face au Belge Benjamin Dhoe sur le score 6-4, 6-2. Doté d'un prize-money de 15.000 USD, le tournoi qui se déroule sur les courts en terre battue de la station balnéaire tunisienne Tabarka, a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial (ATP), notamment, l'Espagnol Pol Toledo Bague (435e ATP).

Championnats du monde 2019 de Judo (Juniors)

Kechout et Bouabaoub éliminés

Les judokas Karima Kechout (-70 kg) et Lmouaâd Bouabaoub (-90 kg), deux des quatre derniers représentants algériens aux Mondiaux 2019 «Juniors» qui se déroulent du 16 au 19 octobre à Marrakech (Maroc), ont été éliminés vendredi, dès leur premier combat, respectivement contre la Vénézuélienne Eliana Aguiar et le Biélorusse Aliakandr Sidoryk. Kechout a été éliminée par Ippon, au premier tour, dans un combat qui avait duré quatre

minutes et quarante et une secondes, alors que Bouabaoub a été exempté du premier tour, tout comme son adversaire, contre lequel il s'est incliné également par Ippon, après trois minutes et trente et une secondes de combat. Les deux derniers représentants algériens dans cette compétition sont : Anouar Hicham Hached chez les plus de 100 kilos (Messieurs) et Maroua Mameri chez les plus de 78 kilos (Dames). Il feront bientôt leur entrée en lice, respectivement

contre l'Uzbek Shokhrukh Mamarasulov, et la gagnante du combat entre l'Ukrainienne Ruslana Bulavina et la Chinoise Zaho Xinmiao. L'Algérie a engagé un total de dix judokas dans cette compétition : six messieurs et quatre dames. Les six autres représentants algériens dans ces Mondiaux sont : Mohamed Amine Tahra (-60 kg), Dris Marouane Messaoud (-66 kg), Abdelkader Mabrouk (-73 kg) et Karim Oudjane (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que

Nesrine Boudjemil (-57 kg) et Khadidja Belkhira (-57 kg) chez les dames. A l'instar de leurs coéquipiers, ces six judokas ont tous été éliminés dès leur premier combat. Au total, 517 judokas (294 messieurs et 223 dames), représentant 81 pays participent à cet événement. Avec 25 athlètes engagés (13 messieurs et 12 dames), le Maroc est le pays le mieux représenté, entre autres devant la Russie (9 messieurs et 9 dames).

Mali

Une cinquantaine de terroristes neutralisés dans le centre du pays

Plus d'une cinquantaine de terroristes ont été «neutralisés» lors d'un ratissage en cours mené par les Forces armées maliennes et des forces alliées, notamment celles de l'opération française Barkhane, dans la région de Boukessy (centre), a indiqué hier, l'armée.

Dans un communiqué relayé par des médias, l'armée malienne a fait savoir que pour l'heure, ce ratissage s'est traduit côté «ennemis», par la neutralisation d'une cinquantaine de terroristes, une trentaine de blessés, des matériels détruits, ainsi que la destruction d'un important lot logistique de 35 fûts de carburant. Organisée dans le cadre de l'opération «Eléphant» lancée le 7 octobre, l'intervention militaire selon le communiqué, «se poursuit avec plus d'une vingtaine de sorties et frappes aériennes».

Mardi, l'armée malienne a par ailleurs annoncé «qu'une patrouille de reconnaissance avait été prise à partie par des assaillants dans le village de Boukessy», et que cet accrochage s'était soldé par «quatre terroristes neutralisés» et un blessé. L'opération «Eléphant» a été déclenchée en riposte à l'attaque du 30 septembre au cours de laquelle 38 soldats maliens ont été tués et 17 autres blessés.

Reda A.

Brexit

Manifestations à Londres pour réclamer un second référendum

Des dizaines de milliers de manifestants ont commencé à défilé dans le centre de Londres samedi pour réclamer un nouveau référendum sur le Brexit, seul moyen selon eux de résoudre la crise actuelle.

«Que voulons-nous? Le vote du peuple ! Quand le voulons-nous ? Maintenant !», était écrit sur les pancartes brandies par les manifestants partis en fin de matinée des abords de Hyde Park en direction du Parlement, où les députés débattent du nouvel accord de Brexit conclu entre Londres et Bruxelles.

«On a fait une grosse bêtise» lors du référendum de 2016, quand les Britanniques ont décidé à 52% de sortir de l'Union européenne, estime Suzanne O'Hallorin, une retraitée de 64 ans, citée par des médias.

«Je pense que nous en savons beaucoup plus aujourd'hui qu'à l'époque du référendum. On doit avoir un vote maintenant qu'on connaît les conséquences d'un départ de l'UE et l'impact sur notre économie».

Le cortège, avec notamment le maire travailliste de Londres, Sadiq Khan, devait atteindre Westminster vers 14h00 locales (13h00 GMT) pour une série de prises de parole de personnalités et de dirigeants politiques, parmi lesquels des figures du Labour (gauche), principal parti d'opposition, et des libéraux démocrates (centre). Au total, 172 cars ont été spécialement affrétés pour l'occasion, le plus grand nombre jamais prévu pour une manifestation, ont souligné les organisateurs, le mouvement People's vote. Le Brexit, initialement prévu le 29 mars 2019, a été repoussé deux fois, faute d'accord de sortie bénéficiant d'un soutien d'une majorité du Parlement, très divisé sur la voie à suivre.

R. K.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SALE TEMPS POUR LES PARLEMENTAIRES

LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ

APRES LA LEVÉE DES BRAS



Lutte antiterroriste

Une cache d'armes et de munitions découverte à Bordj Badji Mokhtar



Une cache d'armes et de munitions a été découverte vendredi près de la bande frontalière sud à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, et lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près de la bande frontalière sud à Bordj Badji Mokhtar/6^{ème} RM, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 18 octobre 2019, une cache d'armes et de munitions contenant deux mitrailleuses lourdes de calibre 14.5 mm, une mitrailleuse de type FM, une mitrailleuse de type PKT, quatre pistolets mitrailleurs de type kalachnikov», précise la même source.

Cette cache contenait

également «deux fusils semi-automatique de type Simonov, ainsi que sept chargeurs, deux chaînes de munitions, et 1 421 balles de différents calibres».

«Cette opération réitère, encore une fois, la grande vigilance et la ferme détermination des Forces de l'ANP mobilisées à travers tout le territoire national, à préserver la sécurité de notre pays et mettre en échec toute tentative de porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité», souligne le MDN. Par ailleurs, deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau de Tin Zaouatine, à Bordj Badji Mokhtar, indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a arrêté, le 17 octobre 2019, au niveau de Tin Zaouatine, secteur opéra-

tionnel de Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} Région militaire), deux éléments de soutien aux groupes terroristes et saisi trois téléphones portables et des sommes d'argent s'élevant à 588 000 DA et 22 000 francs CFA maliens», précise la même source.

«Dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau du narcotraffic à travers tout le territoire national», un détachement de l'ANP a arrêté, dans la commune de Hassi Messaoud dans la wilaya de Ouargla (4^{ème} Région militaire), «un narcotraffiquant et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 3,52 quintaux, dissimulée dans un camion», ajoute le communiqué. Ces résultats dénotent, encore une fois, «le degré de vigilance des éléments de l'Armée nationale populaire et leur détermination à traquer les criminels à travers tout le territoire national», conclut le MDN.

Reda A.

Mostaganem

Neuf harraga arrêtés

Les garde-côtes de Mostaganem ont intercepté, hier, neuf candidats à l'émigration clandestine dont un mineur, a-t-on appris de source sécuritaire.

Ces personnes, originaires de la wilaya d'Oran, qui se trouvaient à bord d'une embarcation monomoteur ont été arrêtées aux environs de 3 heures du matin à quelques miles de

la plage de Ouréah (ouest de Mostaganem), a-t-on indiqué.

Ces harraga âgés de 15 à 31 ans ont été remis aux services de la Gendarmerie nationale au niveau du port de Mostaganem et seront présentés ultérieurement devant la justice après achèvement de l'enquête.

R. K.

ACTU...

Batna

Collision entre une voiture et un camion, quatre morts

Quatre personnes sont mortes et une autre a été blessée, dans un accident de la circulation survenu vendredi soir dans la commune de Lazro, wilaya de Batna, selon le chargé de la communication de la Protection civile locale, le sous-lieutenant Hassan Yahia Echerif. Le responsable a indiqué que quatre personnes, deux femmes et deux hommes, âgées entre 24 et 51, sont mortes et qu'une femme âgée de 24 ans a été grièvement blessée dans une collision frontale entre une voiture touristique et un camion dans la commune de Lazro, le conducteur du véhicule figure parmi les victimes. Les dépouilles des défunts ont été transféré à la morgue du CHU de Batna et la blessée au service d'urgence médicale, selon la même source. Les agents des unités de la Protection civile de Sariana, Aïn Jasser et de Jerma se sont dépêchées sur les lieux pour apporter l'assistance nécessaire, a-t-il précisé, ajoutant que les autorités compétentes ont ouvert une enquête pour déterminer les tenants et aboutissants de cet accident.

S. M.

Relizane

Un mort dans le renversement d'un véhicule

Une personne est morte et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu dans la commune de Bendaoud (Relizane), a-t-on appris hier, du chargé d'information des services de la Protection civile. Le lieutenant Abbès Khamallah a déclaré que l'accident s'est produit vendredi soir au lieu-dit Douar Ouled Bouali dans la commune de Bendaoud suite au dérapage et renversement d'un véhicule. L'accident a fait un mort âgé de 38 ans sur le coup et un blessé (28 ans) qui a été transféré par les agents de la Protection civile à l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf de Relizane. Les services de Sûreté compétents territorialement ont ouvert une enquête sur les circonstances exactes de cet accident.

L. M.

Sidi Bel-Abbès

Saisie de 78 kg de kif

Une quantité de 78 kg de kif traité a été saisie au niveau de l'autoroute est-ouest dans son tronçon traversant la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris samedi de source sécuritaire. Cette quantité de drogue a été découverte à bord d'un camion utilitaire, lors d'un barrage de contrôle de la gendarmerie nationale, a-t-on indiqué. Cette opération a permis d'arrêter trois personnes impliquées dans le transport et le trafic de drogue et l'enquête se poursuit pour découvrir d'autres éléments d'un supposé réseau de trafic de drogue à l'Ouest du pays, selon la même source.

F. O.

Russie

Sept morts dans un incendie près de Moscou

Cinq enfants de 15 mois à six ans et deux adultes sont morts tôt hier, dans l'incendie d'un petit immeuble résidentiel à Rostov Veliki, petite ville proche de Moscou, ont annoncé les autorités. «Trois autres personnes ont été hospitalisées, blessées à des degrés divers», a annoncé Sergueï Chokine, le chef du district de cette ville située à environ 200 km au nord-est de Moscou. Les responsables russes n'étaient pas en mesure de dire quelles étaient les causes de l'incendie, ajoutant que les enquêteurs étaient sur place. En juillet dernier, quatre enfants avaient été tués après un incendie ayant dévasté leurs tentes en pleine nuit dans une colonie de vacances en Russie.

R. T.